

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Quel bilan pour l'Occident?

par Michael Brenner*



Michael Brenner
(photo mad)

Les dirigeants occidentaux vivent deux événements accablants: la défaite en Ukraine et le génocide en Palestine. L'un est humiliant, l'autre honteux. Pourtant, ils ne ressentent ni humiliation ni honte. Leurs actions montrent clairement que ces sentiments leur sont étrangers, ils ne sont pas en mesure de briser les barrières profondément enracinées des dogmes, de l'arrogance et des insécurités profondément encrées. Ces dernières ne sont pas seulement politiques, mais aussi personnelles. C'est là que réside l'énigme. En conséquence, l'Occident s'est engagé sur la voie du suicide collectif. Suicide moral à Gaza; suicide diplomatique: les bases en sont jetées en Europe, au Moyen-Orient et dans toute l'Eurasie; suicide économique: le système financier mondial basé sur le dollar est menacé, et l'Europe désindustrialisée. Ce n'est pas un beau tableau. Étonnamment, cette autodestruction se produit sans qu'il y ait de traumatisme majeur, ni de l'extérieur ni de l'intérieur. C'est là une autre énigme, apparue.

Une politique occidentale «idiote, grotesque et dangereuse»

Certaines explications de ces anomalies sont fournies par les récentes réactions des dirigeants occidentaux à la détérioration des conditions: aux émotions, à la politique dominante, aux préoccupations de politique intérieure, aux propres egos. Ces réactions entrent dans la catégorie des comportements de panique. Au fond d'eux-mêmes, ils sont effrayés, anxieux et agités. *Biden* et consorts à Washington, *Macron*, *Scholz*, *Sunak*, *Stoltenberg*, *von der Leyen* en Europe. Il leur manque le courage de leurs convictions déclarées ou le courage de regarder la réalité en face. La vérité crue est qu'ils se sont placés eux-mêmes et leurs pays dans un dilemme dont il n'y a pas d'issue tant qu'ils s'en tiennent à leurs intérêts actuels définis par eux-mêmes, et à leur engagement émotionnel. C'est pourquoi nous observons une série de réactions qui sont à la fois idiotes, grotesques et dangereuses.

Sans réflexion

L'exemple n°1 est le projet proposé par le président français Emmanuel Macron de déployer du personnel militaire de membres de l'OTAN en Ukraine, afin de servir de fil

d'achoppement. Sous la forme d'un cordon autour de Kharkov, Odessa et Kiev, ce déploiement devrait empêcher les forces russes d'avancer vers ces villes, de peur de tuer des soldats occidentaux et de risquer ainsi une confrontation directe avec l'Alliance. C'est une idée très discutée, qui fait fi de la logique et de l'expérience et qui défie le destin. La France a depuis longtemps déployé des membres de ses forces armées en Ukraine, où ils ont programmé et fait fonctionner des équipements sophistiqués, notamment les missiles de croisière *Scalp*. De nombreuses personnes ont perdu la vie lors d'une frappe de représailles russe il y a quelques mois, au cours de laquelle leur lieu de séjour a été détruit. Paris s'est plaint du comportement antisportif de Moscou, qui avait riposté aux assaillants, et a crié au scandale. Il s'agissait de représailles pour la participation française au bombardement meurtrier de la ville russe de Belgorod. Alors pourquoi s'attendre à ce que le Kremlin abandonne une opération coûteuse mettant en jeu des intérêts nationaux vitaux parce que des troupes occidentales en uniforme seraient déployées autour de villes pour faire le piquet? Moscou serait forcée à la passivité par d'élégants uniformes disposés sous des bannières surdimensionnées portant l'inscription «Don't mess with Nato»?

Des années de présence de troupes occidentales dirigées par les Etats-Unis

Par ailleurs, les forces armées ukrainiennes sont déjà soutenues par des milliers d'Occidentaux. Dès le début, environ 4 à 5 000 Américains ont assumé des tâches opérationnelles importantes. La présence d'une grande partie des Américains remonte à plusieurs années avant le début des hostilités il y a deux ans. Ce contingent a été renforcé l'été dernier par un groupe supplémentaire de 1 700 personnes, annoncé comme un corps d'experts en logistique chargé de détecter et d'éliminer la corruption sur le marché noir de biens volés. Les gens du Pentagone se sont infiltrés dans l'armée ukrainienne, des unités de planification du quartier général aux techniciens et forces spéciales, en passant par les conseillers de terrain. Il est de notoriété publique que les Américains ont exploité l'artillerie sophistiquée à longue portée *HIMARS* et les batteries antiaériennes *Patriot*. Ce dernier point signifie que les membres de l'armée américaine s'impliquent pour des armes qui tuent des Russes, et qu'ils appuient peut-être même sur la gâchette. En outre, la CIA a mis en place un système polyvalent massif capable de mener un large éventail d'activités de renseignement et d'opérations, à la fois de manière indépendante et en collaboration avec le FSB ukrainien. Cela comprend aussi le renseignement tactique sur une base quotidienne. Nous ne savons pas s'ils ont également joué un rôle dans la campagne d'assassinats ciblés en Russie.

La Grande-Bretagne a également joué un rôle décisif. Son personnel spécialisé a opéré les missiles *Storm Shadow* (l'équivalent des



Monument à la mémoire des soldats soviétiques tombés lors de la bataille de Vienne en avril 1945. Le traité d'Etat autrichien de 1955 prévoit expressément sa conservation durable comme témoignage historique. Les dernières années, il y a eu plusieurs tentatives de le retirer. Le motif en sont les stéréotypes antirusse habituels. Après le 24 février 2022, des inconnus ont peint en bleu et en jaune une clôture de chantier derrière le monument d'honneur. (photo es/km)

missiles *Scalp* français) qui ont été utilisés contre la Crimée et ailleurs. Le *MI-6* a également joué un rôle de premier plan dans la planification de plusieurs attaques contre le pont de Kertch et d'autres infrastructures critiques. La principale leçon que l'on peut tirer de cet aperçu est que le déploiement de troupes européennes à des endroits clés en tant qu'otages humains n'est pas tout à fait nouveau. Leur présence n'a pas empêché la Russie de les attaquer sur place ou, comme dans le cas de la France, de les traquer dans leurs logements.

Les colis alimentaires américains: une démonstration éhontée de leur manque de scrupules

Impitoyable: la preuve n°2 est le largage américain d'une cargaison dérisoire d'aide humanitaire en mer au large de Gaza. Cette action bizarre relève à la fois de l'absurde et du grotesque. Les Etats-Unis ont été les principaux complices de la dévastation israélienne de la bande de Gaza. Leurs armes ont tué 30 000 personnes dans la bande de Gaza, en ont blessé plus de 70 000 et ont dévasté des hôpitaux. Washington a activement bloqué toute tentative sérieuse de l'UNWRA de fournir de l'aide en retenant les fonds nécessaires au financement de ses opérations, tout en regardant silencieusement Israël bloquer les points d'entrée depuis l'Egypte et massacrer les habitants qui attendaient l'arrivée d'un convoi de nourriture. De plus, les Etats-Unis ont opposé leur veto à toute tentative de mettre fin au bain de sang par le biais de résolutions de cessez-le-feu du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce geste absurde de jeter des palettes par l'ouverture d'un avion ne fait donc que souligner le mépris américain pour les vies palestiniennes, son mépris de l'opinion publique mondiale et la soumission éhontée au diktat d'Israël.

La Grande-Bretagne, larbin des Etats-Unis: trahison de la liberté d'expression et d'association

Immoral: la pièce à conviction n°3 émane de *Rishi (Sage) Sunak*, le Premier ministre britannique par intérim. Il est un fervent partisan d'Israël et a toujours critiqué les manifestations pacifistes qui protestent contre les attaques dirigées contre les habitants de Gaza, les considérant comme un obstacle à un cessez-le-feu à long terme et à une solution politique. Il perpétue ainsi la longue tradition d'allégeance britannique à son suzerain américain. La semaine dernière, il a intensifié son attaque en dénonçant les manifestations comme des outils du Hamas, repris par des terroristes, lesquels menaceraient de déchirer le pays. Il les a qualifiés de «loi de la plèbe», ce qui a été souligné par la victoire électorale de l'outsider *George Galloway*, qui a battu les Tories (et le parti travailliste) lors d'une élection partielle. Bien sûr, rien ne prouve qu'un demi-million de citoyens pacifiques soit un cheval de Troie pour des djihadistes musulmans. Ce manque d'égards est reconnaissable pour ceux qui sont familiers avec la nature hautaine que cultive la classe supérieure anglaise et qui, dans ces cercles haut placés, contamine même un arrivant dont les origines remontent au Raj indien. Condescendance envers les rangs inférieurs, attitude de donneur de leçons sur les limites du comportement acceptable. Cette attitude s'accompagne souvent de remarques désobligeantes à l'égard de groupes ou de nationalités qui ne s'alignent pas. Le fait que Sunak lui-même ne se gêne pas de faire des remarques désobligeantes, quelles que soient les allusions, à l'encontre des musulmans montre la permanence des préjugés culturels ainsi que l'ouverture historique de la classe supérieure anglaise envers les personnes ayant de l'argent ou du prestige, même aujourd'hui de la part d'un *rishi*. Je suppose qu'il faut y voir un progrès social.

Ce qui est dangereux dans la démagogie intempestive de Sunak, ce n'est pas qu'elle aggrave la culpabilité de l'Occident dans la question palestinienne. Les protagonistes de la région, tout comme le reste du monde, sourient aux grandes envolées rhétoriques de la Grande-Bretagne, sachant pertinemment que ce pays n'est en réalité que le fidèle compagnon de l'Amérique. Au contraire, cela ouvre une brèche dans l'engagement du pays en faveur de la liberté d'expression et d'association. En effet, cela revient à considérer que tout désaccord public avec la politique de *Her Majesty's Government* (le gouvernement britannique) équivaut à une trahison.

Sous l'hypocrisie occidentale: le soutien à l'épuration ethnique

En ce qui concerne le nettoyage ethnique violent des Palestiniens, on peut affirmer à juste titre que la complicité des gouvernements occidentaux, par leur armement et leur soutien inconditionnel aux actions cruelles d'Israël, constitue un comportement grotesque. Inutile de mettre en avant des éléments particuliers parmi les différents gouvernements. L'épisode dans son ensemble est grotesque. C'est ainsi qu'il est perçu par la quasi-totalité du monde en dehors des pays de l'Occident collectif. Cela représente environ deux tiers de l'humanité. Pourtant, les élites politiques de nos nations semblent ignorer et/ou mépriser ce jugement. Cela ne les dérange guère d'être considérées par les «autres» comme inhumaines, archi-hypocrites et racistes. Dans de nombreux cas, ces

* Michael Brenner est professeur émérite de sciences politiques à l'université de Pittsburgh et membre du Centre pour les relations transatlantiques à SAIS/ Johns Hopkins. Il a été directeur du programme de relations internationales et d'études mondiales à l'université du Texas. M. Brenner est l'auteur de nombreux ouvrages et de plus de 80 articles et publications. Parmi ses ouvrages les plus récents, on peut citer: *Democracy Promotion and Islam*; *Fear and Dread in The Middle East*; *Toward A More Independent Europe*; *Narcissistic Public Personalities & Our Times*. Il a également été publié aux Presses universitaires de Cambridge (*Nuclear Power and Non-Proliferation*), au Centre for International Affairs de l'université de Harvard (*The Politics of International Monetary Reform*) et à la Brookings Institution (*Reconcilable Differences, US-French Relations in The New Era*). Ses recherches portent sur la politique étrangère américaine, la théorie des relations internationales, l'économie politique internationale et la sécurité nationale. Il a auparavant travaillé au Foreign Service Institute, au Ministère américain de la défense et à Westinghouse.

Sommet de la Celac 2024

«La planète veut la paix»

gl. C'est à Kingston, capitale de l'Etat insulaire caribéen de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, que s'est tenu début mars, presque ignoré par les médias occidentaux, le huitième sommet annuel des Etats de la Celac. Les membres de la Celac, la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, sont les 33 Etats des deux Amériques, à l'exception des Etats-Unis et du Canada.

Ont participé au sommet de cette année les hauts représentants de 33 Etats dont le Président brésilien *Luiz Inácio Lula da Silva*, le Président colombien *Gustavo Petro*, le Président cubain *Miguel Díaz-Canel*, le Président vénézuélien *Nicolás Maduro*, la ministre mexicaine des Affaires étrangères *Alicia Bárcena* ainsi qu' *António Guterres*, secrétaire général de l'ONU. Dans son discours, Guterres a souligné que l'Amérique latine et les Caraïbes ont prouvé qu'un accord pour la paix était possible et que cela montrait «une différence». Guterres a ainsi rendu hommage à la déclaration commune pour le dialogue et la paix entre le Guyana et le Venezuela, obtenue sous la médiation du président brésilien Lula et de la Celac. Les deux pays sont en conflit au sujet de la région frontalière d'Esequibo, riche en pétrole, ce qui a failli déboucher sur un conflit armé en décembre dernier. Le président vénézuélien Maduro et son homologue guyanais *Irfaan Ali* se sont mis d'accord pour renoncer à la violence et ne pas faire monter la tension.

Depuis sa création en 2011, la Celac s'est engagée pour l'intégration de toute l'Amérique latine en tant qu'espace commun, refusant toute intervention étrangère. Le sommet de la Celac est donc considéré être un lieu privilégié de rencontres et d'échanges, mais aussi de débats concernant toute la région, indépendamment de la position politique des gouvernements. Cette année, les fortes tensions idéologiques entre les gouvernements néolibéraux et ceux qui s'orientent vers le Sud global se sont manifestées par l'absence au sommet de plusieurs chefs de gouvernement comme *Javier Milei* d'Argentine, *Daniel Noboa* d'Equateur et *Nayib Bukele* du Salvador. Dans son commentaire publié dans le



La «photo familiale» du sommet Celac 2024 (malgré le logo en arrière-plan) montre dans la première rangée, de gauche à droite: *Mia Mottley*, Première ministre de la Barbade; *Irfaan Ali*, Président de Guyane; *Luis Arce*, Président de la Bolivie; *Luiz Inácio Lula da Silva*, Président du Brésil; *Ralph Gonsalves*, Premier ministre de San Vicente et des Grenadines; *Xiomara Castro*, Présidente du Honduras; *António Guterres*, secrétaire général de l'ONU; *Gustavo Petro*, Président de Colombie; *Nicolás Maduro*, Président de Venezuela. Deuxième rangée: *Gaston Browne*, Premier ministre d'Antigua et Barbuda; *Javier Gonzalez Olaechea*, Ministre des Affaires étrangères de Pérou; *Chan Santokhi*, Président de Suriname; *Alicia Bárcena*, Ministère de l'extérieur de Mexique; *Terrance Drew*, Premier ministre de San Cristobal et Nieves; *Miguel Díaz-Canel*, Président de Cuba; *Philip Davis*, Premier ministre des Bahamas; *Philip J. Pierre*, Premier ministre de Santa Lucia. (photo Wikipedia)

quotidien argentin «Página/12», *Daniel Kerss-feld* qualifie néanmoins le sommet comme positif, entre autres pour le fait que la Celac a atteint davantage de cohérence politique.

Comme toujours, les problèmes mondiaux, la défense de la souveraineté et le droit des peuples à l'autodétermination ont été des thèmes importants. M^{me} *Xiomara Castro*, Présidente du Honduras, assumant cette année la présidence pro tempore de la Celac, s'est jointe à l'appel à la paix dans la région. Elle a rejeté toute ingérence de puissances étrangères dans les affaires des 33 Etats de la Celac, faisant allusion aux Etats-Unis. Elle souligne même qu'aucun peuple d'Amérique latine ou des Caraïbes doit recourir à la violence contre un peuple frère. «Nous devons résoudre nous-mêmes nos divergences, sans ingérence ni

pression extérieure, à l'aide du dialogue et en considérant toujours le bien de notre région et l'autodétermination des peuples.»

Le Président colombien, *M. Gustavo Petro* a critiqué la guerre menée par les Etats-Unis contre la drogue et l'a qualifiée d'échec. Selon lui, les Etats-Unis ont mis sur la répression, les prisons, la police et les meurtres au lieu de cibler leurs efforts avant tout sur la prévention et la santé publique. C'est pourquoi leur échec a été dramatique, a-t-il résumé, le trafic de drogue n'ayant jamais diminué.

Le sommet de la Celac a également abordé la situation à Gaza. Le président brésilien Lula a été très clair en relevant le sujet attristant.

«La tragédie humanitaire à Gaza exige de nous tous la capacité de dire «Basta, ça suffit!»

à la punition collective que le gouvernement israélien impose au peuple palestinien. Les gens meurent dans la file d'attente pour la nourriture. L'indifférence de la communauté internationale est un scandale. Je voudrais profiter de la présence du secrétaire général de l'ONU, mon collègue *António Guterres*, pour proposer à l'ONU une motion de la Celac pour mettre fin immédiatement à ce génocide», a déclaré Lula. Lula a proposé à Guterres d'invoquer l'article 99 de la Charte des Nations unies lui permettant de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU face à toute question susceptible de menacer la paix et la sécurité internationales. Le président sud-américain a encouragé la Chine, la France et la Russie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis à régler leurs différends et à «mettre fin à ce massacre».

Il a également demandé au Japon, qui a pris la présidence du Conseil de sécurité, de se pencher de toute urgence sur cette question et de mettre fin aux tueries au Proche-Orient. «Il y a déjà eu plus de 30 000 morts. La vie de milliers de femmes et d'enfants innocents est en danger. La vie des otages du Hamas est également en danger. Pour conclure, je voudrais vous dire que notre dignité et notre humanité sont en danger. C'est pourquoi nous devons arrêter le massacre au nom de la survie de l'humanité, le besoin d'humanisme est grand.»

Le Président bolivien *Luis Arce Catacora* s'est placé au côté de Lula dans son appel à un cessez-le-feu immédiat. «La planète veut la paix, elle veut la tranquillité, c'est ce à quoi nous aspirons et ce pour quoi nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour pacifier cette région du monde», a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'une solution à la crise devait permettre à la Palestine «d'exercer son droit à l'autodétermination».

Sources:

<https://es.mercopress.com/2024/03/02/lula-pone-el-fo-co-en-la-crisis-de-gaza-durante-su-discurso-ante-la-celac>

<https://www.pagina12.com.ar/autores/422097-daniel-kerss-feld>

<https://www.jornada.com.mx/noticia/2024/03/01/mundo/se-reunen-lideres-de-la-celac-en-octava-cumbre-anual-3189>

«Quel bilan pour l'Occident?»

suite de la page 1

fortes impressions sont encore renforcées par des souvenirs traumatisants de la manière dont elles ont elles-mêmes été assujetties, piétinées et exploitées au cours des siècles par des personnes qui leur ont enseigné avec certitude la supériorité des valeurs occidentales, exactement comme elles le font aujourd'hui.

Tout est bon pour pousser à l'escalade de la guerre

Il y a des initiatives qui présentent manifestement un risque évident de voir éclater une guerre en Europe. *Jens Stoltenberg*, le belliqueux secrétaire général de l'OTAN, a hardiment déclaré la semaine dernière que les alliés occidentaux devraient donner le feu vert à l'Ukraine pour qu'elle utilise les missiles de croisière qu'elle a acquis en vue de frapper des cibles situées en Russie même. Ces armes incluent le *Storm Shadow*, le *Scalp*, le *Taurus* à longue portée que l'Allemagne pourrait prochainement acheminer et du matériel similaire qui sera fourni par les Etats-Unis (peut-être tiré à partir des *F-16* déjà en place). D'autres dirigeants occidentaux ont fait allusion à une action de cette envergure et les factions les plus intransigeantes de Washington y sont favorables. Poutine a prévenu qu'une telle escalade de la part de l'Occident – comme dans le cas du déploiement hypothétique des troupes de l'OTAN en Ukraine – provoquerait une réponse militaire de la part de Moscou. Il est clair que les hostilités qui s'ensuivraient risqueraient d'échapper à tout contrôle et d'atteindre le seuil nucléaire.

Les dessous du déni de réalité occidental

Dans l'ensemble, les actions des dirigeants occidentaux – soutenus par les élites politiques de leurs pays – sont révélatrices d'un modèle

de comportement qui a perdu tout lien avec la réalité. Elles procèdent par déduction à partir de dogmes non étayés par des faits objectifs. Elles se contredisent en toute logique, sont imperméables aux événements qui bouleversent le contexte et sont radicalement déséquilibrées en ce qui concerne la pondération des risques et les probabilités de réussite. Comment expliquer cette «irrationalité»? Il existe des conditions générales qui favorisent ou encouragent l'abandon d'un raisonnement rationnel. Elles incluent: les tendances socio-culturelles nihilistes de nos sociétés postmodernes contemporaines; leur susceptibilité à l'hystérie collective/aux réactions émotionnelles exagérées face à des événements troublants – le 11 septembre, le terrorisme islamique, la fable de l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016 parmi bien d'autres sujets politiques, l'évocation du menaçant dragon chinois, les effrayantes prédictions d'une guerre inévitable avec la RPC, les affirmations farfelues selon lesquelles Poutine projette de lancer des opérations tous azimuts pour conquérir l'Europe jusqu'à la Manche. Les deux dernières sont alimentées par les angoisses latentes, c'est-à-dire la peur, engendrées par des crises antérieures de psychopathologie de masse. Ces allégations, qui sont en fait purement fictives, ont gagné en popularité parmi les hauts responsables militaires, les chefs de gouvernement et les «penseurs» stratégiques.

Une politique de pouvoir sans retenue alimente des peurs irrationnelles

Revenons aux composantes de la panique. Nous avons noté la peur – à la fois de ce qui est identifiable et de ce qui est inconnu – et les sentiments subconscients d'insécurité. Ceux-ci trouvent leur origine dans une matrice de bouleversements déstabilisants de l'environnement mondial au sein duquel évoluent les sociétés occidentales. Ils se renforcent à leur tour mutuellement avec des

évolutions intérieures préoccupantes. Le résultat est double: la déculturation de tout débat raisonnable concernant les politiques douteuses – laissant les prémisses et les finalités non vérifiées, et ouvrant des opportunités aux personnes ou aux factions animées de l'intention téméraire de remodeler l'espace géopolitique mondial en fonction des spécifications hégémoniques américaines. Pour ce faire, nos dirigeants manipulent et instrumentalisent les facteurs de désorientation émotionnelle et de suivisme politique. L'exemple le plus frappant est celui des sois-disant «néo-cons» à Washington (qui comptent Joe Biden parmi leurs frères d'armes), qui ont créé un réseau de partisans aux opinions similaires à Londres, Paris, Berlin et aux deux extrémités de Bruxelles [Dit OTAN et UE].

Le nihilisme étouffe le moindre sursaut de conscience dans l'ivresse du pouvoir

Qu'en est-il de la perplexité que nous avons soulignée quant à l'absence quasi-totale de sentiments de culpabilité ou de honte – en particulier à propos de Gaza, du fait de se sentir humilié aux yeux du monde? Dans un contexte marqué par le nihilisme, les considérations relatives à la conscience n'ont plus lieu d'être. En effet, le rejet implicite des normes, des règles et des lois libère l'individu de ses pulsions, de ses idées ou de ses intérêts égoïstes. Une fois le surmoi éliminé, on ne ressent plus l'obligation de se juger par rapport à une norme externe ou abstraite. C'est l'épanouissement des tendances narcissiques. La même psychologie supprime également tout besoin d'éprouver de la honte. Celle-ci ne peut en effet se manifester que si nous faisons subjectivement partie d'un groupe social dans lequel le statut personnel et le sentiment de valeur dépendent de la façon dont les autres nous perçoivent et du respect qu'ils nous accordent ou non. En l'absence de ce genre d'identité commu-

nautaire, qui implique une sensibilité à l'opinion, la honte ne peut exister que sous la forme perverse du regret de n'avoir pu satisfaire le besoin exigeant et dévorant d'autosatisfaction. Cela vaut pour toutes les nations, mais aussi pour leurs dirigeants pris individuellement.

Source: Première édition sur <https://scheerpost.com/2024/03/08/michael-brenner-the-wests-reckoning/> avec l'amicale autorisation de l'auteur

(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

Rendre l'Allemagne apte à la guerre

Les leçons à tirer de l'affaire Taurus

par Karl-Jürgen Müller

Il y a plus de trois semaines, le 1^{er} mars 2024, la rédactrice en chef de la chaîne *Russia Today* a publié sur son canal *Telegram* l'enregistrement audio d'une conférence téléphonique à laquelle ont participé des officiers supérieurs de la Défense aérienne allemande.¹ Parmi eux se trouvait le lieutenant-général *Ingo Gerhartz*, inspecteur des Forces aériennes allemandes et le soldat le plus haut gradé dans ce groupement de la Bundeswehr. L'entretien qui a eu lieu le 19 février 2024 et qui a duré environ 38 minutes avait pour sujet principal une réflexion détaillée sur les possibilités d'emploi du missile de croisière allemand *Taurus* dans la guerre en Ukraine actuelle, notamment lors du bombardement de dépôts de munitions russes et du pont de Kertch reliant la Russie continentale à l'île de Crimée.

Les réactions des politiciens allemands et les produits médiatiques du mainstream allemand ne mentionnaient cette publication qu'aux premiers jours. L'authenticité de l'enregistrement a été officiellement confirmée, il est vrai, mais le contenu de la conversation n'était guère évoqué, tout se passait dans un style affirmant qu'il s'agissait là d'un fait tout à fait normal: que c'était certes la mission de la Bundeswehr de réfléchir aux différents scénarios de guerre possibles. Ou encore: l'entretien prouvait que la raison de la réticence du chancelier allemand à livrer des *Taurus* à l'Ukraine n'était pas crédible. Qu'il y aurait bien des possibilités de contourner la participation directe des soldats allemands à l'utilisation du *Taurus* en Ukraine. De tels propos ont fait jubiler les protagonistes de l'escalade qui peuplent la politique et les médias allemands, souhaitant la participation directe de l'Allemagne dans la guerre en Ukraine.

Taurus

km. Le *Taurus* («taureau») est un missile de croisière air-sol germano-suédois, «air-sol» signifiant qu'il ne peut être lancé qu'à partir d'un avion. En Allemagne, il est monté en finissage par une succursale du groupe d'armement MBDA, située à Schrobenhausen, en Bavière. Son nom est l'acronyme de Target Adaptive Unitary and Dispenser Robotic Ubiquity System. Le *Taurus* a été développé pour détruire des objets massivement durcis et profondément enterrés ainsi que des cibles dites de haute valeur de destruction. Il est équipé d'une charge explosive d'environ 500 kg (équivalent à une puissance massive de destruction), sa portée atteignant plus de 500 kilomètres. Le missile de croisière est considéré comme très précis. Sa précision dépend pourtant de la qualité des données programmées concernant la cible, ce qui veut dire que son emploi requiert une équipe qui dispose de connaissances techniques approfondies.

Oskar Lafontaine: Qui stoppe ces aventuriers irresponsables, partisans de la guerre?

«Le véritable scandale réside dans le fait que des officiers allemands planifient l'entrée en guerre de l'Allemagne en affichant en public qu'il s'agirait pour eux de «business as usual». Pour détourner l'attention, les va-t-en-guerre allemands de la politique et du journalisme soulignent à quel point il est insolent que des Russes aient mis des officiers allemands sur écoute. Pour *Pistorius*, sage ministre allemand de la Défense et [...] belliciste effréné, le fait que les Russes considèrent la planification d'une attaque terroriste avec des missiles *Taurus* allemands comme un affront inouï, représente l'efficacité de «la campagne de désinformation de *Poutine*». La confusion mentale de nos va-t-

en-guerre a atteint son paroxysme dans la déclaration de *Kiesewetter* (CDU), lorsque celui-ci a conseillé de livrer des missiles *Taurus* «pour détruire des ministères russes». Cette idée folle n'a provoqué aucun tollé dans les milieux politiques et médiatiques, et n'a pas non plus conduit la CDU à prendre ses distances envers cet «expert en défense» complètement cinglé. On est alarmé quand on réalise que ce sont eux, les aventuriers irresponsables et partisans de la guerre, qui décident si l'Allemagne s'alignera en effet sur les belligérants dans la guerre en Ukraine.»

(Oskar Lafontaine dans les colonnes de la plate-forme allemande «Nachdenkseiten» du 5 mars 2024)

narios de guerre possibles. Ou encore: l'entretien prouvait que la raison de la réticence du chancelier allemand à livrer des *Taurus* à l'Ukraine n'était pas crédible. Qu'il y aurait bien des possibilités de contourner la participation directe des soldats allemands à l'utilisation du *Taurus* en Ukraine. De tels propos ont fait jubiler les protagonistes de l'escalade qui peuplent la politique et les médias allemands, souhaitant la participation directe de l'Allemagne dans la guerre en Ukraine.

La prise de position de *Boris Pistorius*, ministre allemand de la Défense, le 5 mars 2024², illustre parfaitement le caractère des réactions allemandes: longues explications sur la question comment l'enregistrement audio a pu avoir lieu; reproches massifs – non à l'adresse des officiers de l'armée de l'air, mais contre la Russie; insistance sur le fait que les rangs des Occidentaux dressés contre la guerre que mène la Russie en Ukraine restent fermement serrés; ... mais pas un mot sur le sujet de cette sinistre conversation.

Le ton, le contenu et l'enjeu de l'entretien sur les missiles Taurus

Il est important de s'intéresser au ton, au contenu et aux implications de la conversa-

tion. Il est également urgent de se rappeler les faits et en retenir les points essentiels.

L'armée fédérale allemande s'est beaucoup éloignée de l'idée de base lors de sa refondation: celle de la «droiture intérieure» qui était de mise pour chaque soldat appelé alors «le citoyen en uniforme». Selon les concepts de son fondateur, le comte von Baudissin, les hauts officiers de la première heure de l'armée fédérale allemande, «la Bundeswehr», étaient indispensables pour la nouvelle armée allemande créée après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale pour empêcher une nouvelle guerre. La paix devait être sa tâche ultime. Les officiers supérieurs de l'armée de l'air allemande d'aujourd'hui ont en toute évidence perdu tout le respect dû à la guerre, bavardant sur un ton super-cool, avec une multitude d'anglicismes dans leurs «jokes». Pour eux, cette conversation ressemblait fort à un jeu d'ordinateur dans lequel on tente de récupérer des points supplémentaires pour gagner la partie, la mort et la destruction de son adversaire étant la norme.

– Cette conférence téléphonique montre (notamment grâce à la participation d'un officier se trouvant à Singapour, donnée particulièrement risquée face aux écoutes non désirées) que les responsables allemands se sentent pressés. Les plans pour l'interven-

tion *Taurus* devraient être mis en œuvre le plus rapidement possible. Loin d'être un jeu d'esprit purement hypothétique, les réflexions des officiers allemands font du zèle à la recherche d'un procédé permettant d'écarter tous les doutes politiques tactiques et stratégiques survenus à ce moment déjà.

– Il est vrai que l'on parle officiellement de «lignes rouges» définissant la participation allemande à la guerre, mais les préoccupations ne concernent que l'opportunité politique: on s'efforce de trouver des (soi-disant) préventions face aux réactions russes éventuellement robustes et à l'apaisement des citoyens allemands. Les principes de l'éthique politique ne jouent plus de rôle dans l'esprit de nos officiers supérieurs, leurs préoccupations se réduisent à mettre au point des plans «rusés» pour empêcher l'Allemagne d'apparaître ouvertement comme actrice belligérante. On organiserait, par exemple, aux officiers allemands en mission secrète des voyages en voiture privée en Pologne, pour qu'ils remettent discrètement aux Ukrainiens les données concernant les objectifs des attaques. On ferait appel à l'industrie de l'armement (privée) pour la livraison du système d'armes et la formation des soldats ukrainiens. Ou on instruirait les soldats britanniques et américains, déjà actifs dans la guerre en Ukraine, dans l'utilisation des missiles de croisière *Taurus*. Avec tout cela, il ne faut pas oublier que l'Allemagne est, de fait, depuis longtemps partie prenante à la guerre et qu'elle le devient de plus en plus. *Johannes Warwick*, politologue allemand – un des rares professeurs d'université qui enseigne toujours et qui se permet parfois de critiquer la politique du gouvernement – écrit dans un tweet daté du 2 mars 2024, sur *X*, anciennement *Twitter* (dans un contexte par ailleurs non critique): «Le fait seul que les détails de la planification militaire concernant l'emploi d'un système d'arme allemand soient discutés dans les détails montre en toute évidence à quel point l'Allemagne (la France, l'UK et

suite page 4

Si Scholz cède au chantage, l'Allemagne se retrouve en guerre

par le Prof Eberhard Hamer, Deutsches Mittelstandsinstitut Hannover



Eberhard Hamer
(photo mad)

Personne ne voudrait être dans la peau du Chancelier *Scholz*. Non seulement il se fait vilipender par les bellicistes dans l'opposition, mais il est encore plus malmené par ceux de sa propre coalition, l'OTAN, l'UE et les Etats-Unis. Comme par le passé *Scholz* a toujours cédé à la pression médiatique de ces bellicistes – *Leopard-Panzer*, premier fournisseur d'armes, de loin le plus gros contributeur de tous les pays européens à l'Ukraine – *Zelenski* et ses amis bellicistes pensent pouvoir également faire chanter *Scholz* pour qu'il déploie des missiles *Taurus* accompagnés de troupes allemandes en Ukraine. Une campagne de communication permanente pour obtenir ces livraisons devrait enfin porter ses fruits.

Il y a deux ans déjà, *Poutine* avait averti *Scholz* que franchir la ligne rouge d'une éventuelle participation à la guerre réactiverait automatiquement une situation de guerre entre l'Allemagne et la Russie, puisque jusqu'à présent, il n'y avait jamais eu de signature au bas du traité de paix. *Scholz* est conscient de ce danger et l'a jusqu'à présent évité avec détermination, et cela même quand *Baerbock* a imprudemment déclaré que nous étions «en guerre avec la Russie, que celle-ci ne devait en aucun cas l'emporter ni même, à plus long terme, remonter la pente. *Von der Leyen* (UE) et *Stoltenberg* (OTAN) ont également tenu le même discours.

La situation économique est en revanche très différente. L'Ukraine ne encore que grâce aux dons de l'Allemagne, de l'Europe et des organisations financières internationales. Les Etats-Unis s'étant retirés du financement à long terme, l'Europe doit continuer à financer seule la guerre (à cause du duel électoral *Trump/Biden*).

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons, que ce soit au travers des sanctions contre la Russie, de la raréfaction du gaz russe, de la confiscation des biens et du gel des avoirs russes ordonnés par l'UE (au final, par les Etats-Unis), dans une situation de guerre économique larvée avec la Russie. L'Ukraine est économiquement en faillite, détruite et prête à s'écrouler, elle ne pourrait même pas tenir un mois sans aide.

Pour *Poutine*, le véritable adversaire n'est pas l'Ukraine, mais les Etats-Unis, ce pourquoi il ne veut pas discuter paix «avec le serviteur, mais avec le maître». Les Etats-Unis ont toutefois exclu toute possibilité de négociations de paix en mars 2022 et réitéré cette décision il y a quelques semaines. La guerre d'Ukraine semble donc devoir se poursuivre «jusqu'au dernier Ukrainien». Cependant, la situation militaire en Ukraine est désespérée. Plus de la moitié des effectifs de l'armée ukrainienne étant tombés au combat ou se trouvant gravement blessés, il faut à présent pour les remplacer recourir aux recrutements forcés.

Plus important encore, la corruption liée au trafic d'armes est florissante en Ukraine. Selon la CIA, plus de la moitié des armes américaines «n'ont pas atteint le front», mais se sont retrouvées sur le marché mondial. La guerre a appauvri le peuple ukrainien mais enrichi ses oligarques, dont son président autocrate. Mais le ravitaillement en armes ne stagne pas seulement du fait du manque de fonds et de la corruption, mais aussi parce que les réserves des pays de l'OTAN sont épuisées. Et si le front manque non seulement de soldats mais aussi d'armes, cela signifie que le retrait et la fin de la guerre sont inévitables.

Selon certains éléments de l'armée américaine, l'Ukraine aurait déjà perdu la guerre. La bande à *Zelenski* est dos au mur, mais continue à claironner sur la conquête de la Crimée et la «victoire finale» (cette formule-là, on connaît, au moins ma génération, merci!).

Face à cette situation désespérée, l'armée de l'air allemande débat de la manière dont elle pourrait secrètement déployer des missiles *Taurus* accompagnés de forces armées allemandes en Ukraine et de leurs cibles potentielles.

Scholz se justifie en affirmant que les Britanniques ont eux aussi, et depuis longtemps, engagé des forces en Ukraine, où elles assurent localement l'ensemble de la coordination des objectifs – notamment des frappes dirigées contre la flotte russe en mer Noire.

Et *Macron* parle d'un engagement ouvert des troupes françaises, certains éléments participant secrètement depuis longtemps déjà en Ukraine, 80 Français ayant par ailleurs été tués dans une attaque de missiles. D'autres pays de l'OTAN y prennent également part, directement ou indirectement, en Ukraine. Et moins l'Ukraine est en mesure de se défendre par elle-même, plus les Européens doivent et veulent se battre – poussés par les lobbys de l'armement *Strack-Zimmermann* (FDP), *Röttgen*, *Merz* (CDU) et surtout par les Verts, jadis pacifistes.

La jeune génération ne sait plus ce que signifie la guerre

La jeune génération a oublié qu'elle n'apporte que mort et désolation. La dernière génération à avoir vécu la guerre en Allemagne est à présent très clairsemée; ceux qui en faisaient partie s'étaient pourtant juré que plus jamais le théâtre d'un conflit ne se réinstalle sur le sol allemand. En revanche, la génération d'après-guerre et ses partis politiques prennent à nouveau le risque d'une guerre au niveau européen, car «l'Ukraine ne doit pas être défaite» (*Baerbock*, *Merz* etc.). En effet, si l'Ukraine perdait la guerre contre la Russie,

– la finance mondiale anglo-saxonne subirait 300 à 400 milliards de pertes sur les actifs qu'elle détient en Ukraine;
– les Etats-Unis perdraient également leur position de puissance mondiale;

– plus de 100 millions d'aides allemandes (à titre gracieux) seraient perdues (au total, plus de 250 milliards de dollars provenant de l'OTAN);
– cela modifierait de manière décisive la structure de sécurité de l'Europe et du monde tandis que les rêves d'adhésion de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN seraient pour le moment anéantis.

Mais *Trump* a également raison de dire qu'une victoire de la Russie en Ukraine ne serait pas dans l'intérêt des Etats-Unis, car elle risquerait de faire sortir l'Europe de la sphère d'influence américaine. La promesse de *Trump* de mettre fin à la guerre dès le premier jour de sa présidence est donc toujours d'actualité.

La situation militaire critique de l'Ukraine, sa faillite économique, les problèmes de réarmement de l'OTAN et des Etats-Unis ainsi que les coûts croissants induits par un nouveau conflit, ainsi que par la maintenance de l'Ukraine, tout cela face à une prochaine récession mondiale, mais également une résistance croissante à la guerre au sein de la population russe, amènent donc toutes les parties à s'engager dans un cessez-le-feu et des négociations de paix.

Pour cela, il faudrait d'abord remplacer le cercle de fanatiques et de corrompus autour de *Zelenski* – ce qui semble déjà se profiler, et dans le même ordre d'idées, éviter également toute escalade guerrière de la part des pays de l'OTAN (par ex. livraison de *Taurus*).

Actuellement l'Ukraine se trouve dans la même situation que l'Allemagne vers la fin de la dernière guerre mondiale. Si à l'époque notre pays avait su mettre fin plus tôt à la guerre, il en serait résulté un tiers de destructions et de victimes en moins. Il est plus sage de stopper un conflit à temps que de laisser la défaite devenir totale. Si des négociations de paix s'ouvraient donc dans les prochains mois, l'attitude de désescalade de *Scholz* en serait confortée par rapport à celle des bellicistes. D'ici là, on ne peut que lui souhaiter: *Scholz*, tiens bon!

Pour une nouvelle politique allemande au Proche-Orient

km. La sagesse populaire recommande de se fier à ce que crée la main de l'homme plutôt qu'à ce qu'il dit. Les protestations mondiales contre la conduite des opérations menées par Israël dans la bande de Gaza (ainsi qu'en Cisjordanie) et contre les crimes de guerre majeurs commis à cette occasion aux yeux de l'opinion mondiale toute entière ont également conduit les plus proches alliés occidentaux d'Israël – les Etats-Unis et l'Allemagne – à prononcer des propos parfois critiques de la part des responsables politiques. Et à poser ainsi quelques sparadraps sur le peuple palestinien malmené.

Certains hauts responsables occidentaux se rendent manifestement compte que leur fidélité à Israël les isole de plus en plus. Mais ce qui fait toujours défaut, ce sont des mesures concrètes pour mettre fin aux massacres, aux destructions et aux expulsions. Le blocage persiste à ce niveau.

Mais prenez les donc au mot ! Engagez-les à mettre leurs paroles en pratique ! Et cela vaut également pour les médias, y compris pour la radio-télévision publique allemande. Le 9 mars, la *Deutschlandfunk*, qui en fait partie, a diffusé un commentaire qui a retenu l'attention¹ de son ancien rédacteur en chef, aujourd'hui correspondant en chef et directeur du bureau central à Berlin et du bureau de Bruxelles. Il s'appelle *Stephan Detjen* et, sous le titre "L'Allemagne doit corriger sa politique vis-à-vis d'Israël", il a effectivement déclaré ce qui suit :

«Pour ce faire [pour initier une autre politique à l'égard d'Israël], le gouvernement fé-

déral doit se ménager une marge de manœuvre rhétorique et politique, prendre ses distances avec le gouvernement de Netanyahu et en tirer des conséquences concrètes. [...] Et cela n'est pas seulement nécessaire au regard de la catastrophe humanitaire qui se déroule actuellement dans la bande de Gaza. Dans une perspective plus large, le gouvernement fédéral devra continuer à se détacher d'une conception étroite de la raison d'Etat allemande s'il veut à la fois assumer la responsabilité historiquement justifiée de l'Allemagne et tenir la promesse d'une politique étrangère guidée par des valeurs.»

Après le 7 octobre 2023, la politique allemande aurait «tenté d'engager la politique et la société dans une démarche de solidarité poussée avec un gouvernement de Jérusalem dominé par des forces racistes et radicales». Plus loin : «une conception politiquement exagérée de l'antisémitisme est également instrumentalisée par des représentants du gouvernement dans le but de criminaliser des critiques extrémistes, quoiqu'objectivement justifiables, de la politique israélienne.» Selon Detjen, tout cela doit changer, car «Le prochain test pour la politique allemande au Proche-Orient sera la décision à prendre sur la poursuite du financement de l'UNWRA, l'agence d'aide des Nations unies aux Palestiniens, dont le gouvernement israélien exige le démantèlement. Si le gouvernement allemand cède à la pression, alors il cautionne un élargissement de la catastrophe humanitaire.»

Oyez, oyez

Et tout cela vient de la bouche d'un Allemand... •

«Rendre l'Allemagne apte ...»

suite de la page 3

les Etats-Unis encore plus) sont du fait déjà impliqués dans des activités hautement bellicistes, peu importe les paroles employées pour le dissimuler.» Ce jugement pertinent est mis en évidence par de nombreux détails impliqués au scandale.

– L'armée allemande prévoit donc – avec le soutien nécessaire de la politique et davantage de propagande de nos médias mainstream – l'emploi d'armes et de soldats allemands dans une guerre, et ceci dans le but de frapper le territoire de la Fédération de Russie. C'est un fait. L'essentiel ne se transforme pas parce que les acteurs veulent le cacher par leurs ruses et le chancelier fait semblant de s'y opposer. Les officiers de la Luftwaffe allemande parlent donc ouvertement et en détail du but de l'opération Taurus : le pont routier et ferroviaire russe reliant la Crimée à la Russie continentale. Les réactions de la Russie ont donc été très nettes. Mais en Allemagne, ces sérieux avertissements sont toujours considéré comme de la propagande pure, de la «désinformation» russe. L'Allemagne politique et les médias allemands ne veulent ni voir ni entendre, jusqu'où cela ira-t-il?

– *David Cameron*, ministre britannique des Affaires étrangères, a proposé de livrer des missiles de croisière à l'Ukraine si la Grande-Bretagne obtenait des missiles de croisière Taurus allemands en échange circulaire. Les va-t-en-guerre allemands parmi les Verts, le FDP, la CDU ainsi qu'au sein de la CSU y voient une possibilité d'escalader la situation, une fois de plus dans le canon des médias mainstream allemands. Dans son édition du 11 mars 2024, le bulletin d'information du «Frankfurter Allgemeine Zeitung» écrit cependant : «Le vice-président du groupe parlementaire de l'Union, *Johann Wadepful*, rejette l'idée d'un échange circulaire avec la Grande-Bretagne. Selon lui, il faut tout faire pour éviter une défaite ukrainienne, a-t-il déclaré dans le «Rheinische Post». «Cela implique la livraison du meilleur système, et c'est le Taurus. Aucun échange circulaire ne peut le remplacer.»

Les débats au Bundestag des 13 et 14 mars ont une fois de plus montré à quel point le chancelier et le SPD sont soumis à des pressions pour finalement tout de même renoncer à leur opposition aux livraisons des Taurus à l'Ukraine, directement ou par des voies détournées.

Jusqu'à présent, le gouvernement allemand n'a pas encore pris de décision, sans doute parce que la demande de la CDU- CSU de livrer des Taurus à l'Ukraine a été rejetée une nouvelle fois.

Le talon d'Achille des citoyens allemands face à la guerre

Le 8 mars, le titre du magazine allemand *Die Welt*⁴ a montré qu'en Allemagne, la majorité des citoyens refuse la livraison des missiles de croisière Taurus à l'Ukraine. Il ajoute : «La peur de la guerre est très prononcée, selon *Deutschland-trend*» Une enquête de l'institut de démoscopie *Infratest Dimap* relevée récemment a montré que 61% des Allemands interrogés disaient non à une livraison de missiles de croisière Taurus à l'Ukraine, soit 9% de plus qu'en août 2023. Il existe une faible majorité en faveur de la livraison d'armes uniquement parmi les partisans des Verts. 62% des personnes interrogées craignent que l'Allemagne soit «directement impliquée dans la guerre». Il est intéressant de noter que, dans ce contexte, 45% des personnes interrogées ont indiqué que l'on ne pouvait pas faire confiance aux Etats-Unis en tant qu'alliés. C'est 14% de plus qu'en mars 2023. Ce même sondage montre également à quel point la propagande antirusse – en absence de toute preuve – a pourtant fait mouche en Allemagne. 64% des personnes interrogées pensent en effet que la Russie, une fois l'Ukraine vaincue, attaquera d'autres pays européens. 74% sont même favorables d'une augmentation des dépenses militaires. C'est là le talon d'Achille de la volonté de l'Allemagne – majoritaire encore en ce moment – de vouloir résister aux tambours guerriers.

On arrive tout de même à un constat inquiétant. Tous les Allemands qui soutiennent sérieusement la paix dans les décisions de l'Allemagne doivent se rendre compte que l'image obsédante de la Russie agressive propagée avec intensité en Allemagne poursuit un but principal – pousser les citoyens à «encourager la guerre». Et après? •

¹ <https://disk.yandex.ru/d/gBdLJGWEvOp9PA> (fichier audio) et <https://disk.yandex.ru/i/XrRGzGtK9R19w> (transcription). Comme l'accès à Telegram peut être difficile pour les lecteurs et auditeurs de l'UE, il y a la possibilité de poursuivre la conversation sur le site web germanophone Anti-Spiegel et d'y lire des extraits transcrits <https://www.anti-spiegel.ru/2024/die-aufzeichnung-des-gespraeches-zwischen-deutschen-generaelen-wurde-veroeffentlicht/du.1.3.2024> (enregistrement audio) et https://www.anti-spiegel.ru/2024/das-transkript-des-gespraeches-der-luftwaffen-fuehrung/?doing_wp_cron=1710076696.9904379844665527343750 du 2/03/24 (transcription)

² <https://www.bmvg.de/de/mediathek/aufklaerung-abhoerfall-alle-wichtigen-massnahmen-eingeleitet-5752852> du 05/03/2024

³ <https://www.zeit.de/politik/ausland/2024-03/ukraine-taurus-grossbritannien-america-unterstuetzung-deutschland> du 09/03/2024

⁴ <https://www.welt.de/politik/deutschland/article250454902/Deutschlandtrend-Nur-Gruenen-Anhaenger-mehrheitlich-fuer-Taurus-Lieferungen-an-Ukraine.html>

République démocratique du Congo – avertissement urgent du CICR

«Avec des civils dans la ligne de mire, l'utilisation d'armes lourdes marque une nouvelle phase alarmante du conflit armé dans l'est du pays»

Une hausse brutale du nombre de civils blessés par des armes lourdes dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) menace de saturer les établissements de santé déjà mis à rude épreuve.

Tel a été l'avertissement lancé par *Robert Mardini*, directeur général du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à l'occasion d'une visite de cinq jours dans le pays.

«Ce à quoi nous assistons actuellement dans l'est de la RDC est sans précédent et extrêmement préoccupant à bien des égards. Suite à la récente flambée des hostilités début février, des centaines de civils gravement blessés, dont beaucoup de femmes et d'enfants, ont afflué vers les établissements de santé du Nord-Kivu – 40% avaient été victimes de bombardements ou d'autres armes lourdes utilisées dans des zones urbaines densément peuplées. Cette nouvelle dynamique vient accentuer la profonde souffrance de si nombreux civils déjà accablés par des décennies de conflit», a expliqué Robert Mardini.

Selon le droit international humanitaire, il incombe aux parties à un conflit de protéger les civils et les infrastructures civiles et de prendre toutes les précautions possibles pour les épargner.

«En cas d'utilisation d'armes explosives en zones habitées – y compris les camps de personnes déplacées – la probabilité d'effets indiscriminés est très forte. En un mot, des civils risquent d'être blessés voire tués. C'est précisément ce que nous observons en ce moment dans le Nord-Kivu», a ajouté M. Mardini.

Face à un afflux quotidien de civils blessés – parmi lesquels de nombreux enfants – beaucoup ont été installés sous des tentes.

Les patients arrivent après avoir souvent tout laissé derrière eux et été séparés de leurs proches. Ils sont de plus en plus nombreux à présenter de graves blessures; certains décèdent sur le chemin de l'hôpital.

Certaines blessures sont invisibles. La violence sexuelle et sexiste est devenue endémique au cours des multiples conflits qui ont frappé la RDC. Bon nombre de cas n'ont jamais été signalés, par peur de stigmatisation ou de représailles. Les besoins dépassent largement la capacité de réponse limitée.

A l'hôpital, d'anciens enfants-combattants figurent aussi parmi les patients se remettant de traumatismes physiques et mentaux. L'enrôlement d'enfants dans les groupes armés constitue un souci majeur, d'autant que l'ONU a recensé en la matière une augmentation de 45% au cours des six premiers mois de 2023 par rapport à l'année précédente.

«Le niveau de souffrance subie ici est absolument affligeant. Il existe un seul moyen réellement efficace de réduire les souffrances: les parties au conflit doivent respecter le droit international humanitaire qui leur impose de protéger la population civile. A défaut, un avenir sombre attend des millions de Congolais qui n'ont connu que la guerre.» •

Source: Communiqué de presse du Comité International de la Croix rouge, Goma/Genève, 06 mars 2024 (texte original CICR, extraits)

Courrier  des lecteurs

Conséquences négatives de théories pédagogiques inappropriées et effets positifs de l'approche personnalisée – deux exemples

L'article du Dr *Eliane Perret* intitulé «L'image de l'homme est décisive – psychiatrie vs pédagogie», paru dans *Horizons et Débats* n° 5 du 12 mars 2024, expose brillamment l'arrière-plan théorique de la détérioration dramatique de ce qu'on appelle de nos jours le «rendement» pédagogique des écoles. Il est parfaitement choquant de lire une étude qui documente une fois de plus à quel point sont mauvaises les performances réelles des élèves dans l'espace germanophone. Mais où sont donc les enquêtes sérieuses ciblées exactement sur les véritables causes de cette nullité?

Prenons l'exemple de deux classes d'école primaire dans la même école, en observation parallèle sur une année scolaire et demie des évolutions en classe.

Première classe:

Les cours ont lieu dans une salle conçue pour créer une atmosphère de travail calme grâce à des cloisons et des tables séparées. Des cloisons de séparation, comme dans un laboratoire de langues, et des écouteurs, comme il est d'usage dans un atelier, sont à disposition. Après avoir attentivement observé les enfants, l'enseignante constate que nombre d'entre eux ne sont pas suffisamment préparés à suivre l'enseignement. Par exemple, elle comprend rapidement que le comportement de *Mario* est trop infantile. Elle met tout en œuvre pour que cet enfant bénéficie le plus rapidement possible d'un assistant d'apprentissage, sans lequel, elle en est sûre au bout d'une semaine, Mario ne fera aucun progrès. Elle fait de son mieux pour exercer une influence positive dans le cadre de l'enseignement. Elle interprète le comportement de Mario comme un «trouble de la perception» et se montre moins exigeante envers lui. Les pédagogues de l'enseignement spécialisé, qui sont parfois présents en classe, accordent également une attention particulière à cet enfant. L'enseignante entretient des contacts intensifs avec les parents et leur conseille de faire procéder à des examens en demandant l'aide de spécialistes. Les parents qui refusent d'admettre que «quelque chose ne va pas» chez leur enfant sont ressentis comme un problème, tandis que les parents «coopératifs» se rendent, sur le conseil de l'enseignante,

chez l'ergothérapeute pour un dépistage du TDAH, du LRS, de l'autisme, de la dyscalculie, etc.

Résultat:

Sur un total de 18 élèves, quatre ont maintenant redoublé. Deux autres élèves ont dû retourner en 1^{re} année au milieu de la 2^e année.

Seconde classe:

L'enseignante a disposé toutes les tables de manière à ce que tout le monde puisse voir tout le monde et elle fait classe à tous les élèves en même temps et ensemble.

Cette enseignante constate également des déficits chez plusieurs des enfants scolarisés et tente de les comprendre sur la base de leur environnement familial et social ainsi que par leur devenir.

Prenons le cas de la petite *Alexandra*: en classe elle regarde fixement devant elle, n'enregistrant ainsi rien de ce qui se passe. L'enseignante retrouve sa très jeune mère – mère célibataire de deux enfants et elle-même encore en formation. L'entretien révèle que la jeune maman «parque» littéralement sa fille aimée devant l'écran parce qu'elle se sent débordée. Cependant, après un échange sur les conséquences de cette conduite sur l'enfant et son apprentissage et une revue concertée des alternatives possibles, tout change et Alexandra commence à s'épanouir. Au milieu de la deuxième année scolaire, elle lève régulièrement le doigt en classe et elle se reconnecte à l'enseignement.

Résultat: Après une année et demie de scolarité, l'ensemble des 21 élèves de cette classe atteignent le niveau ciblé.

Le drame, c'est qu'un enseignant réellement pédagogue doit aujourd'hui se justifier du fait qu'il ne convoque pas toute l'armée de «spécialistes» au moindre manquement d'un élève. L'observateur superficiel ne perçoit pas la complexité du travail relationnel quotidien et ne peut mesurer à quel point l'attitude de l'enseignant, sa vision de l'être humain et son empathie sont déterminantes pour le développement de l'enfant.

Sigrid Brandt, Hambourg

(Traduction *Horizons et débats*)

La confiscation des biens de l'Etat russe est contraire au droit international et à la Constitution

Le Parlement suisse s'écarte une fois de plus de la voie de la neutralité

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

Le 7 mars 2024, le Conseil des Etats a adopté à une courte majorité cinq motions de même teneur provenant du Conseil national, que ce dernier avait approuvées par 123 oui contre 54 non lors de la session d'automne 2023. Selon la volonté du Parlement, la Suisse doit s'engager au niveau international en faveur de la nouvelle création de bases légales du droit international public avec le but exprès que les biens de l'Etat russe déposés en dehors de la Russie puissent être confisqués. L'intervention, quelque peu compliquée, ne donne toutefois pas le feu vert au Conseil fédéral pour exproprier des biens publics russes en Suisse. De plus, les avoirs de propriétaires privés ne sont pas à l'ordre du jour depuis que l'Office fédéral de la justice (OFJ) a clairement indiqué que leur expropriation serait contraire au droit international et à la Constitution fédérale. Mais le oui des deux Chambres renforce le Conseil fédéral dans son activisme intenable en matière de politique étrangère, effort qui conduit la Suisse loin de la neutralité et de la prudence observées de nos ancêtres.

Texte de la motion: Le Conseil fédéral est chargé de prendre des mesures en vue de l'élaboration au niveau international des bases nécessaires à la mise en place d'un mécanisme permettant, lorsqu'un Etat est agressé en violation du droit international, d'utiliser les avoirs de l'Etat agresseur pour le paiement de réparations à l'Etat agressé. La question des bases légales internationales devra être éclaircie de manière coordonnée à l'échelle internationale, et il y aura lieu d'élaborer un mécanisme concret permettant de verser en toute légalité à l'Etat agressé les avoirs de l'Etat agresseur (notamment ceux de sa banque centrale) et les avoirs d'organismes proches de l'Etat (notamment ceux d'entreprises étatiques) qui ont été gelés dans le cadre des sanctions. (Motion 23.3264. Andrey Gerhard. Bases légales internationales pour le paiement de réparations à l'Ukraine)

Les formules toutes faites doivent dissimuler la violation du droit réel

En clair, il s'agit pour les Etats-Unis et leurs satellites de voler les avoirs de la banque centrale russe et des entreprises d'Etat (par exemple les groupes énergétiques *Gazprom* et *Rosneft*) déposés sur des comptes bancaires occidentaux, et de dilapider l'argent volé pour la «reconstruction» de l'Ukraine. Clarifier les «bases du droit international» signifie en réalité les rendre caduques en ce qui concerne la Russie et régler l'affaire selon «l'ordre fondé sur des règles» de «l'Occident basé sur ses valeurs». C'est là que le Parlement suisse devrait corriger cette déviation du Conseil fédéral – au lieu de cela, il l'encourage à poursuivre sur sa mauvaise voie, contraire au droit et à la neutralité, à la remorque de *Biden & Co.*

L'un des auteurs de la motion, *Gerhard Andrey* (Parti des Verts, FR), a par exemple déclaré le 28 septembre 2023 au Conseil national: «Environ 300 milliards de dollars de la Banque nationale russe, auxquels la Russie n'a pas accès en raison de l'embargo, sont bloqués en Occident, rien qu'en Suisse, on estime qu'il s'agit de 5 milliards de dollars [plus de 7 milliards selon d'autres estimations, ndlr]. Le lien entre le responsable du dommage et le propriétaire de tels avoirs est ici clairement établi. Je suis sûr que, pour vous comme pour moi, le raisonnement suivant semble donc tout à fait logique et rigoureux: la Russie détruit, la Russie doit payer.»

Andrey et la plupart des autres intervenants dans les deux Chambres admettent: premièrement, il n'existe pas de base juridique internationale pour un tel pillage des comptes d'autres Etats et deuxièmement, l'entreprise est «très complexe» pour «déformer» le droit international – et son propre droit national! – dans la direction souhaitée par «l'Occident des valeurs» (pardon, «adapter»).

Le Conseil des Etats n'est pas à la hauteur de sa mission de «chambre de réflexion»

Malheureusement, le 7 mars, le Conseil des Etats a confirmé de justesse cette décision inquiétante du Conseil national, par 21 voix contre

L'ambassadeur russe doit-il nous expliquer ce qui est juste et ce qui ne l'est pas?

Sergej Garmonin:

«Nous estimons que la confiscation des biens de l'Etat de la Fédération de Russie, comme de tout autre Etat, est inadmissible.

La Russie et ses dirigeants ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils considéraient cela comme un vol pur et simple.

Une telle décision de confiscation, si elle était appliquée, porterait atteinte à la fois à l'intégrité juridique du système financier mondial et à la réputation de la Suisse en tant qu'Etat de droit et place financière fiable.»



mw. Sergei Garmonin, ambassadeur de Russie en Suisse, le 7 mars 2024 sur X (anciennement *Twitter*). Il confirme par ses propos les prises de position mentionnées au Conseil des Etats et met en même temps en garde contre les répercussions sur le système financier international et sur la réputation de la Suisse.

19 et trois abstentions, alors que sa commission juridique avait recommandé le rejet du projet par 7 voix contre 5. Une série de conseillers aux Etats de différents partis a tout de même émis des votes qui nous permettent de respirer à nouveau plus librement, et des députés de tous les partis ont finalement voté contre la motion. Dommage que cela n'ait pas suffi. Voici quelques extraits qui méritent réflexion.

«Les biens de l'Etat sont protégés par l'immunité des Etats, garantie par le droit international»

Pirmin Schwander (UDC, SZ), pour la commission: «Les biens de l'Etat sont protégés par l'immunité des Etats garantie par le droit international. Les biens de l'Etat, dont font notamment partie les fonds de la banque centrale, ne peuvent pas être confisqués et mis sous séquestre au profit d'un Etat tiers, conformément aux bases juridiques internationales actuellement en vigueur et à la pratique juridique suisse. Selon la majorité de la commission, il est malvenu pour le petit Etat neutre qu'est la Suisse et pour la réputation de la Suisse de discuter et de prendre des mesures visant à remédier à des situations contraires au droit international par

des mesures contraires au droit international». Le conseiller aux Etats *Schwander* cite le Conseil fédéral lors de son approbation de la Convention de l'ONU sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens de 2004 «Etant donné que de nombreuses conférences et organisations internationales se sont établies sur le territoire suisse, notre pays a un intérêt particulier à la sécurité juridique obtenue par une réglementation sur les immunités étatiques applicable dans le monde entier.»

«L'expression «paiements de réparations» appartient au dictionnaire des vainqueurs. Pour la population, elle signifie le plus souvent détresse (Traité de Versailles)»

Le conseiller aux Etats valaisan *Beat Rieder* (au centre) fait un lien avec l'histoire: «L'immunité des Etats est l'un des principes les plus anciens et les plus fondamentaux du droit international coutumier.» Il ajoute que la Suisse a participé à la préparation de la convention de l'ONU de 2004 mentionnée plus haut: «La diplomatie suisse était alors très fière de cette convention. Pourquoi? Les règles sont essentiellement basées sur les principes appliqués par le Tribunal fédéral

suisse depuis 1918.» *Rieder* pose la question suivante: «Qu'est-ce que le Conseil fédéral doit maintenant faire de nouveau dans ce contexte de droit international que la Suisse a largement contribué à façonner? Il doit développer un concept permettant, en cas de guerre d'agression contraire au droit international, de confisquer les biens de l'Etat et également les biens centraux de l'agresseur belgierant et de les utiliser pour des réparations [...]. Vous pouvez bien sûr le faire. Mais à part cela, le mot 'réparations' que vous employez est en fait déjà chargé de préjugés. Les créateurs de cette convention de l'ONU l'ont également constaté à l'époque; dans une guerre, c'est en effet toujours le mot du vainqueur contre le perdant. Je rappelle le traité de Versailles et ce qui en a ensuite résulté en tant que paiements de réparation.» Cependant, la Russie est loin d'avoir perdu la guerre.

Les Etats puissants de ce monde ne signeront jamais un tel accord

Rieder préfère «le système de l'immunité absolue des Etats à un système qui déclencherait inévitablement le chaos en matière de droit international et dont nous pouvons déjà être sûrs que les Etats puissants de ce monde [...] ne le signeront certainement jamais. Pourquoi? Parce que ce sont précisément ces Etats qui mènent très souvent des guerres et souvent des guerres contraires au droit international; mentionnons notamment les puissances de veto du Conseil de sécurité de l'ONU.» [souligné par mw]

Ceci nécessite un petit commentaire. L'Afghanistan en est un exemple qui choque. La moitié de la population y souffre aujourd'hui de faim, tandis que les Etats-Unis et leurs co-guerriers ne versent aucune réparation en faveur des centaines de milliers de morts et de blessés ni pour les énormes dégâts dont ils sont responsables avec leur guerre d'agression qui dure depuis des décennies. Bien au contraire, les Etats-Unis imposent des sanctions au pays et refusent de restituer les avoirs de la banque centrale qui lui ont été volés.

Le conseiller aux Etats *Beat Rieder* conclut: «Ces motions nuisent à la Suisse en tant qu'Etat neutre et ne contribuent en rien à la résolution des guerres, que ce soit en Ukraine ou ailleurs.» [souligné par mw]

«Voici les faits» – un petit moment, s'il vous plaît!

Avant de nous tourner vers des propos dignes d'un homme d'Etat, ils émanent du conseiller aux Etats *Daniel Jositsch* (voir encadré), nous devons une fois de plus prendre connaissance de l'attitude indigne (et de l'étroitesse d'esprit la caractérisant) du conseiller fédéral malheureusement responsable de la politique étrangère suisse.

Le conseiller fédéral *Ignazio Cassis* a déclaré textuellement: «Les faits sont en effet très clairs: la Russie a gravement violé le droit international. Elle doit donc réparer les dommages causés, c'est le droit en vigueur. Le Conseil de l'Europe a mis en place un registre en mai 2023 afin de déterminer les dommages subis. Le Conseil fédéral s'est associé à ce registre.

Des discussions internationales sont actuellement en cours sur les mécanismes d'indemnisation, auxquelles la Suisse participe avec ses connaissances, ses capacités et toute son histoire dans ce domaine. Voilà les faits.»

Cassis évoque des «faits» qui n'en sont pas en affirmant que «c'est le droit en vigueur». Non, ce n'est justement pas le cas, c'est pourquoi l'«Occident des valeurs» veut imposer un «nouveau» droit à sa guise. Deuxièmement, *Cassis* évoque les trésors de la Suisse pour s'en vanter: «La Suisse y participe avec ses connaissances, ses capacités et toute son histoire.» Si cela est honnête, pourquoi est-il prêt à brader de tels trésors à Bruxelles, comme par exemple l'honnête neutralité suisse? Pourquoi seulement, pourquoi le Parlement n'a-t-il pas remplacé *Ignazio Cassis* par *Beat Rieder* ou *Daniel Jositsch* lors de l'élection du Conseil fédéral en octobre 2023? •

«C'est à nous d'assumer nos responsabilités»

(Daniel Jositsch, conseiller aux Etats, PS, représentant zurichois)

«[...] J'opte donc pour la prudence. Ce sont les petits Etats protégés par le droit international, non pas les grands (ceux-ci n'en ont pas besoin). Il est évident d'ailleurs que ces derniers l'ignorent par moments. Cela signifie que plus le droit international est fort, plus les petits Etats comme nous sont protégés. Or ce que nous devons faire, c'est renforcer le droit international.

Cette initiative, ainsi que les efforts du Conseil fédéral et celles d'autres Etats, vont dans la direction opposée. C'est pourquoi j'appelle à la prudence. De mon point de vue, il ne faut pas voter en faveur de motions uniquement pour que le Conseil fédéral poursuive déjà cet objectif. Il faut plutôt envoyer un signal univoque au Conseil fédéral: on peut discuter de tout, il est vrai, mais restez prudents! Car le droit international public protège les Etats, même là où nous ne l'aimons pas. Vous opposerez à cela – *M. Caroni* l'a exposé en toute éloquence – que l'Ukraine et la Russie sont un cas particulier. Que nous avons affaire à une agression et ainsi de suite.

Je vous dis simplement ceci. En politique internationale, la définition des faits, de l'agresseur et de l'agressé ne sont pas toujours aussi clairs que l'on prétend. D'ailleurs, c'est aussi très souvent une question d'interprétation. Comme je l'ai dit, plus nous pouvons nous appuyer sur des principes internationaux, comme l'a expliqué le rapporteur de la Commission, et plus l'acceptation de ces principes internationaux est forte, plus nous serons protégés nous aussi.

Si vous commencez à soutenir un tel cadre juridique nous permettant de confisquer les

fonds d'autres Etats, vous n'excluez pas l'éventualité d'être accusé par quelqu'un d'avoir commis une mauvaise action et qu'il serait donc justifié de confisquer nos fonds.

Cela dit, j'ajoute ceci. Nous sommes certes particulièrement concernés par l'attaque de la Russie contre l'Ukraine – moi aussi – mais il y existe encore des centaines d'autres conflits où quelqu'un a attaqué quelqu'un d'autre. A nous donc d'alors nous demander chaque fois si nous voulons à nouveau prélever des fonds. Je n'ai rien contre le fait que le Conseil fédéral réfléchisse à la manière dont on pourrait le faire. J'appelle simplement à la prudence et vous recommande donc – à contrecœur – de rejeter la motion. Je dis à contrecœur, car je sais pertinemment que les journalistes viendront aussitôt me poser la question: «Monsieur Jositsch, pourquoi ne voulez-vous pas aider l'Ukraine?» Pourtant, il ne relève pas de notre tâche principale de nous sentir à l'aise, mais d'assumer une certaine responsabilité et d'essayer un peu de faire de la politique et de la législation à long terme et de ne pas courir après chaque balle comme un jeune chat. Ce n'est pas parce que les journalistes écrivent maintenant qu'il faut agir que nous devons le faire. En effet dans un an peut-être, nous ferons le contraire parce que nous nous rendrons compte que cela n'avait pas été aussi pertinent. Par contre, précisément dans cette salle du Conseil des Etats, il est nécessaire d'observer une certaine retenue. C'est donc ainsi que je vous recommande, le cœur lourd, de rejeter ces motions.»

Chine et Serbie: une coopération fructueuse basée sur le respect et la confiance

par Zivadin Jovanovic* Président du Forum de Belgrade pour un monde plus équitable et du Silk Road Connectivity Research Center



Zivadin Jovanovic (photo mad)

Le troisième Forum économique intitulé, en anglais, «Belt and Road Economic Forum, BEF» (Les Nouvelles Routes de la Soie) qui s'est tenu les 17 et 18 octobre 2023 à Pékin, a été un événement mondial d'une importance historique. Ce Forum visait à marquer la première décennie écoulée depuis le lancement de l'initiative mondiale de développement des «Nouvelles Routes de la Soie» (Dénomination originale en chinois «La Ceinture et la Route»), lancée en septembre 2013 par le Président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping. En présence des chefs d'Etat ou de gouvernement et d'autres personnalités de 140 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, ainsi que des représentants de 30 organisations internationales, dont le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le BEF a dressé un bilan des réalisations sans précédent, accomplies ces dix dernières années, et établi les bases solides de la continuité et d'une vision claire des priorités à venir.

A tous égards, ce troisième sommet du BEF a été un événement mondial d'une importance extraordinaire, porteur de messages à caractère économique, politique et culturel. Le public mondial a accordé une attention particulière à l'ordre du jour, essentiellement axé sur le rôle de l'IBR dans la construction d'un avenir commun sûr et prospère pour l'humanité.

A Pékin, le troisième sommet du BEF a permis d'accomplir de grandes avancées dans la mise en œuvre des objectifs fixés il y a dix ans. 150 pays et 30 organisations internationales ont signé des accords de coopération dans le cadre du BIF, au sein de laquelle la valeur totale des investissements dans les projets de développement s'élève à environ 1 000 milliards de dollars. De nouveaux axes économiques transrégionaux et transcontinentaux ont été tracés, tandis qu'ont été mis en place des réseaux ferroviaires, routiers et électriques modernes, des parcs industriels, des unités de production d'énergie propre et de nombreux autres projets ayant permis de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie de millions de personnes dans le monde entier. La modernisation et la mise en service d'infrastructures mondiales et l'établissement de routes continentales et intercontinentales directes, de chemins de fer, de voies maritimes et de voies aériennes ont étendu et renforcé les connexions matérielles entre les pays, les continents et les océans, comme jamais auparavant dans l'histoire.

La priorité accordée aux individus a toujours été de la plus haute importance dans tous les domaines de coopération, y compris dans les programmes «modestes mais efficaces», les laboratoires de santé, la production alimentaire, l'éducation et le tourisme. Les échanges culturels, scientifiques et interpersonnels sont en constante augmentation et favorisent l'apprentissage mutuel, la compréhension et la confiance entre les peuples et les cultures. Aucune autre initiative ou intégration internationale connue n'a jamais autant contribué à la croissance de l'économie mondiale et à l'amélioration des conditions de vie des habitants de la planète que la coopération dans le cadre du BEF qui a ainsi contribué à l'édification de la paix par le biais du développement et la création d'un avenir commun pour l'humanité.

La tenue du troisième sommet du BEF et de la conférence des chefs d'entreprise a coïncidé avec le renforcement des bouleversements à mesures «tectoniques» dans les relations mondiales. De nombreux accords de coopération ont été signés lors de la conférence des chefs d'entreprise, pour un montant total de 97,2 milliards d'USD. Deux grandes banques chinoises – la Banque de Développement et la Banque d'Ex-

port-Import – ont l'une et l'autre mis en place un mécanisme de financement de 350 milliards de RMB (monnaie chinoise, «renminbi» ou yuans). Un montant supplémentaire de 80 milliards RMB est mis à disposition au fonds BEF. En même temps les autorités chinoises ont annoncé la réalisation de mille projets à dimensions réduites en faveur des facilités devant augmenter la maîtrise des coûts de la vie quotidienne.

Dans le monde entier, la majorité demeure fermement attachée aux principes et valeurs universels

Partout dans le monde, ils sont nombreux à aspirer à l'intensification du processus de construction du nouvel ordre mondial multipolaire, fondé sur l'égalité, l'ouverture, l'inclusion, la non-ingérence et la liberté de choix en matière de développement socio-économique. La nouvelle gouvernance des relations mondiales, basée sur le modèle démocratique, sera au service des droits et des besoins équitables de toutes les nations, de toutes les régions et de tous les êtres humains, et non plus des élites seules. Il est devenu évident que la majorité globale s'appuie fermement sur des principes et des valeurs universels, sur le droit international inscrit dans la Charte des Nations unies, et non sur de prétendues «règles» promues par des «défenseurs» autoproclamés de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté etc. La majorité globale rejette fermement toute forme de relations néocoloniales, d'hégémonie ou d'ingérence dans les affaires intérieures. Elle considère le BEF, ses principes, ses institutions et les nouvelles organismes d'intégration telles que BRICS+, l'OCS (*Organisation de Coopération de Shanghai*) et l'UEEA (*Union économique eurasiatique*) comme les piliers et les précurseurs d'un ordre mondial juste, équitable et véritablement démocratique.

Al'heure où se profile une récession mondiale provoquée par la rupture des chaînes d'approvisionnement, le protectionnisme, les sanctions illégales, les crises énergétiques et alimentaires et les énormes budgets consacrés aux guerres et à l'armement plutôt qu'au développement, le troisième sommet du BEF est devenu le forum mondial le plus important et le plus représentatif. Ceci pour une grande partie par sa réussite à privilégier des approches constructives du développement durable, de la stabilité, de la gouvernance responsable et de la coopération mutuellement bénéfique, des initiatives qualitativement tout autres que de susciter des dissensions, des conflits en réminiscences de la Guerre froide, des confrontations, ou même des guerres, et d'entraver ainsi le développement pacifique.

Le peuple et les dirigeants chinois, sous la conduite du Président Xi Jinping, ont accompli des avancées durables et régulières dans toutes les sphères du développement socio-économique interne, ainsi que dans la coopération bilatérale et multilatérale ouverte, en contribuant à la résolution des principaux défis et crises mondiales. «La Chine ne peut réussir que lorsque le monde va bien», a déclaré le Président Xi Jinping dans son discours d'ouverture. La Chine est devenue synonyme de politique d'ouverture et de réforme, de renouveau et d'innovation, d'adaptation et de stabilité, d'élimination de la pauvreté, et de réalisations majeures dans les domaines du G5, de l'IA, de la robotique, de la microbiologie, de l'exploration spatiale et des nouvelles technologies en général. La capacité du pays à relever de nouveaux défis et à rechercher des solutions dans l'intérêt de tous, à préserver l'initiative et à prospérer, à toujours percevoir son propre développement comme étroitement lié au développement mondial et à celui des autres, a valu à la Chine la réputation d'un partenaire fiable et amical. Un certain nombre d'initiatives mondiales, telles que l'Initiative pour le développement, l'Initiative pour la paix, l'Initiative pour la civilisation et la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran, ont été saluées par l'opinion publique mondiale et tous ceux qui sont animés d'un esprit de responsabilité, de paix et de prospérité.

Priorités pour la deuxième décennie

La stratégie en huit grandes étapes, présentée par le Président Xi Jinping lors du Sommet du BEF pour le développement futur dans le cadre de l'initiative «Belt and Road (IBR)», confirme une vision et une détermination claires selon

lesquelles ce modèle unique d'intégration continuera à se renforcer et à se développer à l'échelle mondiale – de manière ouverte, inclusive et multidimensionnelle, dans l'intérêt mutuel des pays et organisations participants, ainsi que dans l'intérêt de l'économie mondiale à ce stade crucial de son évolution.

Selon les termes du Président Xi Jinping, l'initiative vise à «planifier ensemble, construire ensemble et en tirer ensemble les bénéfices». Bien que ces paroles soient prononcées dans le contexte de la coopération économique, elles sont tout aussi pertinentes lorsque le débat porte sur la nécessité de préserver la paix et d'assurer une sécurité égale pour tous. Nous ne cessons de constater que la paix, la sécurité et le développement sont indissociables. Les priorités pour la prochaine décennie de coopération dans le cadre de l'IBR incluent, entre autres: la construction de réseaux de connectivité multidimensionnels de haute qualité en Chine et en Europe; le renforcement d'une économie mondiale ouverte; le développement environnemental; l'innovation pour tous; les échanges entre les peuples; la mise en place d'un système de contrôle de conformité pour les entreprises impliquées dans la coopération de l'IBR; la promotion d'une coopération de l'IBR basée sur l'intégrité ainsi que le renforcement du développement institutionnel.

Le sommet du BEF témoigne incontestablement de la volonté, de l'intérêt et de la détermination de tous à travailler ensemble, à approfondir la compréhension mutuelle, la solidarité et la coopération gagnant-gagnant – dans la perspective globale d'un avenir meilleur pour l'humanité. En outre, le sommet a été une formidable occasion d'échanges bilatéraux entre les dirigeants de nombreux pays sur des questions d'intérêt mutuel, notamment sur les moyens de mettre fin aux tensions, aux confrontations et aux guerres, comme celle d'Ukraine et celle du Moyen-Orient, et sur la manière de canaliser les ressources et les potentiels humains et économiques pour mieux répondre aux besoins de développement et de sécurité égale de tous les pays. En bref, tout devra reconforter la manière de construire un ordre mondial multipolaire, démocratique, juste et favorable à l'humanité entière.

La Serbie, la Chine et l'IBR

Indépendantes et militairement neutres, la Serbie et la Chine sont des pays traditionnellement amis et ainsi de véritables partenaires. Leurs relations sont fondées sur une profonde confiance et un grand respect mutuels. Elles se soutiennent mutuellement dans la sauvegarde de leurs droits et intérêts légitimes dans les forums internationaux, en particulier au sein des Nations unies. La Serbie adhère à la politique d'une seule Chine; la Chine soutient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie considérant que la province du Kosovo-Metohija fait partie intégrante de la Serbie souveraine.

Depuis sa création, la Serbie a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de l'IBR et de la coopération Chine-UE dans le cadre de l'IBR. Pays des Balkans et d'Europe centrale, au carrefour des axes régionaux et euro-asiatiques, la Serbie est devenue la plaque tournante et la passerelle de la coopération Chine-Europe (UE) dans le cadre de l'IBR en encourageant la connectivité et le commerce et, en particulier, en renforçant la ligne express terrestre et maritime depuis les ports de la mer Méditerranée (Le Pirée, Thessalonique) vers l'Europe centrale et septentrionale.

2016, le tournant

Alors que la coopération Serbie-Chine bénéficiait d'une période de progrès, la visite officielle du Président Xi Jinping en Serbie en 2016 a marqué un tournant dans la construction d'un partenariat stratégique global. Des dizaines d'accords différents furent alors conclus, fournissant la base juridique pour la coopération commerciale, les investissements dans les infrastructures, la production d'énergie, l'industrie et les services publics.

Entre-temps, le volume des échanges a été multiplié par le facteur 185. Les entreprises chinoises – *China Road And Bridge Corporation (CRBC)*, *China Shandong Int.*, *China Communication Construction Company (CCCC)*, *China Railway Int.*, *Shandong High Speed*, *Ling Long*

Zrenjanin – ont construit des centaines de kilomètres d'autoroutes, de ponts, d'industries, de mines, de chemins de fer et de laboratoires modernes. Trois entreprises chinoises opérant en Serbie (*Zijin Mining*, *Zijin Copper*, *Bor*, ainsi que *Hibis Group Serbia Iron and Steel*, *Belgrade*) sont devenues les premier, deuxième et troisième plus grands exportateurs de Serbie. La Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de la Serbie où elle occupe depuis 2021 la place de premier investisseur étranger. En Serbie, plus de 20 000 personnes sont employées dans des entreprises chinoises installées localement. Dans le cadre de l'IBR et du partenariat Chine-CCECE (Coopération entre la Chine et l'Europe centrale et de l'est), les routes et chemins de fer modernes nationaux et transfrontaliers construits par des entreprises chinoises ont considérablement élargi les avantages de la position géopolitique favorable de la Serbie, de la connectivité régionale et de la productivité de l'économie nationale.

Parallèlement à cette importante coopération économique, d'autres domaines de coopération se sont développés. Les échanges entre les peuples se multiplient dans tous les domaines de la science, de l'éducation, de la culture, des sports, de la jeunesse, des groupes de réflexion et surtout du tourisme. La Serbie a ouvert un centre culturel à Pékin, tandis que la Chine a construit à Belgrade l'un des plus grands et des plus beaux centres culturels chinois en Europe. Le centre est situé sur la place Confucius n° 1, près de l'endroit où se trouvait le bâtiment de l'ambassade de Chine en avril 1999, bombardé et détruit, vraisemblablement par erreur, par les avions de l'OTAN lors de l'agression militaire illégale contre la Serbie (RFY). Ces échanges entre populations ont été fortement stimulés par l'entrée en vigueur, il y a plusieurs années, des accords sur la suppression des visas et l'établissement de liaisons aériennes directes. Aujourd'hui, des vols directs relient Belgrade à Tianjin et des négociations sont en cours pour établir des vols supplémentaires entre Belgrade et Pékin ou Shanghai.

Des TGVs de la Méditerranée jusqu'à la Mer du Nord

Nombreux sont les symboles de la réussite de la coopération économique entre la Serbie et la Chine dans le cadre de l'initiative de développement durable, l'IBR. Deux d'entre eux jouissent toutefois d'une réputation et d'une importance particulières. Le premier est l'entreprise *Steel and Iron Co.* à Smederevo, une ville sur le Danube, employant plus de 5 000 personnes, visitée par le Président Xi Jinping en 2016 et dont il a par la suite déclaré que la Serbie et la Chine entretenaient des liens d'amitié «forts comme l'acier», expression passée depuis dans le langage courant. Le second symbole est le chemin de fer à grande vitesse Belgrade-Budapest (350 km), qui réduira le temps de voyage entre les capitales serbe et hongroise, actuellement de 8 heures, à 2 heures 40 minutes. Le premier tronçon de la ligne Belgrade-Novi Sad est achevé et fonctionne depuis 2022. La partie serbe jusqu'à la frontière hongroise devrait être achevée d'ici fin 2024, tandis que l'ensemble du projet, y compris la partie hongroise, devrait être finalisée d'ici fin 2025. Il s'agira de la première ligne ferroviaire à grande vitesse financée et construite par la Chine en Europe et de la première ligne ferroviaire dotée d'un système de communication sans fil. La ligne Belgrade-Budapest fait partie de la modernisation ferroviaire de l'axe européen n° 10, qui relie verticalement les ports méditerranéens du Pirée et de Thessalonique à l'Europe centrale et orientale, ainsi qu'à la mer du Nord et à la mer Baltique. Il convient de noter que, selon les déclarations publiques des autorités, la Commission européenne a récemment offert à la Serbie une assistance financière pour la modernisation de la branche ferroviaire sud du même axe E-10, de Belgrade à Nis (240 km).

La délégation serbe, dirigée par le président *Aleksandar Vučić* et comprenant plusieurs ministres du gouvernement et un certain nombre d'entrepreneurs de haut niveau, a participé au Sommet de la BEF et à la Conférence des PDG impliqués dans le projet. Un nouvel ensemble de 18 accords a été signé entre la Serbie et la

* Zivadin Jovanovic est diplômé de la faculté de droit (1961) de l'Université de Belgrade. 1988–1993 Ambassadeur de Yougoslavie (RSFY, RFY) en Angola. 1993–1998 Ministre fédéral adjoint des Affaires étrangères de la RFY. 1998–2000. Ministre fédéral des Affaires étrangères de la RFY. Fondateur et président de l'association *The Belgrade Forum for a World of Equals* (2000), *Silk Road Connectivity Research Centre* (COREC), cofondateur de l'association *Silk Road Think Tank*.

Les secrets de Paris dans le domaine de l'éducation

Un livre de Pamela Druckerman pour parents et éducateurs



Le livre présenté ici décrit un temps déjà presque révolu en France. Beaucoup d'observations de l'auteure du livre décrivent avant tout l'éducation classique habituelle à l'époque. Les temps changent, en France comme ailleurs. Certains comportements «américanisés», devenus entre-temps, pour nos élèves une composante fixe de leur répertoire, s'infiltrèrent auprès des élèves français aussi. Au milieu des années 1990 encore, manger continuellement entre les repas était un tabou absolu. Au début des années 2000 c'est devenu la mode, chez les jeunes français comme partout en Europe – bien que dans beaucoup de familles règne toujours un règlement assez strict réduisant le moment de satisfaire ses appétits aux repas principaux. Mais aux caisses des supermarchés on rencontre pourtant moins d'enfants grincheux que dans les autres pays européens, marqués peut-être plus fortement par le style de vie américain. Les petits enfants français sont en règle générale de meilleure humeur, sauf ceux issus d'une éducation 68 qui ralentissent continuellement à l'instar de leurs copains adultes. Néanmoins il faut dire que le présent livre montre des inspirations intéressantes et très utiles pour la vie quotidienne actuelle de nos enfants – pour autant qu'il se réalise encore en présence des parents – leur offrant l'un ou l'autre tuyau.

Le livre «Warum französische Kinder keine Nervensägen sind», (Pourquoi les enfants français ne sont pas des casse-pieds), paru dans l'édition originale américaine en 2012 (traduction en français en 2015), a été écrit par l'américaine Pamela Druckerman. L'auteure disposait jusque-là avant tout d'expériences comme reporteur se vouant aux thèmes économiques de la région d'Amérique du Sud. Son livre, qui fut un grand succès, traduit dans plus de trente langues, elle l'a écrit sur la base d'interviews avec des amis à Paris, où elle avait déménagé avec son mari. Elle-même avait des enfants, dont des jumeaux. Lors de ses observations de familles à Paris elle s'est aperçue que les enfants français se comportaient de manière beaucoup plus appropriée au restaurant, contrairement à ce qu'elle connaissait. Elle fut surprise d'observer leur patience en attendant tranquillement d'être servis. De plus, lors d'invitations chez des amis ils ne se roulaient pas par terre, mais jouaient gaiement abandonnant les adultes à mener leurs conversations... Pamela Druckerman a donc constaté qu'il existait un grand écart dans le comportement des enfants américains par rapport à celui des jeunes français, garçons et filles. Continuant ses observations comparatives, elle était frappée de constater que des pères américains suivaient par exemple leurs enfants de quatre ans jusqu'à se coincer sous la

table pour chercher leur jouet qu'ils avaient laissé tomber par mégarde et que les parents américains se définissent par la capacité à ne jamais dire «non» à leurs enfants. Le professeur Mischel qui, dans les années soixante, a fait des enquêtes concernant la récompense avec des enfants de cinq ans, s'en prononce de la sorte: «Les enfants éduqués en France sont plus disciplinés, ils sont éduqués plutôt comme je l'ai été moi-même à l'époque. Lorsque les amis français viennent en visite chez nous, on peut savourer son dîner en paix. Avec les enfants français on part normalement du principe qu'ils se comportent plus ou moins comme les adultes, donc comme il faut, et qu'ils savourent le repas.» (Cité d'après Druckerman. éd. allemande, p. 87)

Un enfant qui dort d'un trait paraît être la norme en France

Les parents en France sont persuadés que l'enfant apprend intuitivement et qu'il s'accorde bien au rythme journalier des parents. Or ils ne le dérangent pas activement – souvent sans s'en rendre compte – en le tenant éveillé la nuit, poussé du sentiment souvent erroné que l'enfant se soit réveillé par la faim ou le souhait d'être sorti du lit. En France, on connaît ces faits biologiques: les enfants bougent beaucoup pendant leur sommeil, ils geignent, pleurent, soupirent ou murmurent mais toutes ces manifestations ne signifient pas forcément que le bébé soit réveillé ou qu'il ait faim. Le bébé devrait, d'après le pédiatre parisien connu à l'époque à Paris, le docteur *De Leernsnyder*, avoir la chance de s'arranger lui-même avec son sommeil et apprendre ainsi lui-même à se relier selon les différentes phases du sommeil.

Le bébé apprend à dormir d'un trait comme il apprendra plus tard à rouler à bicyclette, telle est l'opinion d'un pédiatre français. Lorsque le bébé a pu dormir pendant toute la nuit ou bien s'il a pu retrouver son sommeil après un bref réveil ou quelques gémissements, cela ira probablement plus vite le lendemain. D'après une sagesse française, les parents devraient se permettre une courte pause ils ne doivent pas prendre le bébé tout de suite dès qu'il se manifeste, le sortir du lit, mais attendre cinq minutes et observer si l'enfant ouvre ses yeux... En le sortant tout de suite du lit on se prive de cette occasion. D'après les observations de Pamela Druckerman, dans des ménages français il est faux de croire que les parents de bébés doivent s'adapter à un problème chronique et penser qu'ils doivent toujours, même pendant des années, renoncer à leur sommeil.

Des magazines pour futurs parents propagent souvent de telles absurdités, de façon que les parents aux USA se préparent déjà d'avance au problème du sommeil qu'ils prennent pour chronique et pérenne.

Des parents français font souvent une «petite pause» avant de réagir, ce qui veut dire qu'ils ne réagissent en règle générale pas par réflexe. Et les bébés en France passent toute la nuit à dormir, et ceci après quatre mois déjà.

L'opinion du professeur Mischel concernant ce sujet: il croit que les éducateurs sous-estiment souvent les capacités cognitives extraordinaires dont disposent les enfants tout petits déjà lorsqu'on les active.

Comment j'explique à un enfant de trois ans à ne pas jeter les livres par terre mais à les aligner sur une étagère

L'auteure nous présente aussi comment une jeune française explique à un enfant de trois ans qu'on n'arrache pas les livres de l'étagère: Calmement elle dit à l'enfant agenouillé à son côté «On ne fait pas ça ainsi» et avec des mots gentils et doux elle montre à l'enfant de trois ans comment on remet les livres dans l'étagère. Doucement, «sanft» en allemand, c'est le mot qui revient souvent de la bouche de la jeune femme. Le petit de trois ans ne proteste pas du tout, il apprend à manier les livres doucement et à ne pas les jeter quelque part. Un livre après l'autre est remis dans l'étagère, voilà comment l'enfant aura appris pour toujours comment comporter avec eux.

Sans douter le moins du monde de la compréhension de l'enfant, la jeune femme crée ce «miracle»! L'enfant de trois ans est très attentif et fait tout ce que la femme lui dit.

Faut-il toujours prendre l'enfant dans les bras?

La situation est fréquente qu'une mère soit occupée à faire la cuisine et de sorte qu'elle ne peut pas prendre le petit enfant de deux ou trois mois dans ses bras. La bonne française qui s'occupe des enfants, citée souvent dans le livre, dit que dans cette situation elle ne prend pas l'enfant dans ses bras. Tout au contraire, elle explique à l'enfant de deux ou trois mois qu'elle est occupée à faire la cuisine, laissant ensuite l'enfant pleurer. Pas pendant des heures, certainement! Mais elle lui permet d'exprimer ses sentiments, elle en prend connaissance, mais pourtant pas ce que l'enfant veut absolument... Ainsi l'enfant apprend que d'autres êtres humains sont là et qu'ils ont aussi leurs propres besoins et qu'ils ont le droit d'être respectés.

Il y a des situations semblables où on est tenté de tout de suite prendre l'enfant qui pleure dans ses bras. Il ne faudra pas en faire une habitude, même si l'enfant pleure, et surtout pas tout de suite! S'il pleure, tant pis. Les cris de protestation des petits enfants, dans les situations réelles de la vie quotidienne, sont inévitables. Les parents français ne les prennent pas comme protestations dirigées contre eux,

dans ces situations ils ne pensent pas qu'ils ont failli à leur tâche ou qu'ils sont de mauvais parents. Supporter le mécontentement, voire la rage passagère du petit enfant, ils le prennent comme une partie de leur devoir de parents.

Pour généraliser un peu, on peut dire que les parents français ne le prennent pas comme preuve d'incapacité s'ils doivent opposer à leur enfant un «non». Ils pensent au contraire que de petites frustrations dans la journée sont une bonne préparation à la vie réelle. Ils sont d'avis que ce n'est pas nuisible si le désir de la petite fille d'avoir un croissant au chocolat pour le déjeuner n'est pas aussitôt réalisé

Différentes conceptions du «non»

Par contre, les Américains et les Allemands sont d'avis que toute exigence de l'enfant doit être immédiatement satisfaite, il résistent par réalisme à la théorie de la frustration selon laquelle cela engendrerait éventuellement des traumatismes avec des dommages entravant toute une vie. C'est là une des bases théoriques très répandues, mais fausse. Là aussi, il faut en tirer une conclusion. Aux Etats-Unis (dans d'autres pays aussi), il est devenu monnaie courante que les enfants se jettent par terre, dehors dans la rue, qu'ils aient des accès de colère et d'angoisse lorsqu'un de leur désir n'est pas aussitôt satisfait. Dans leur désespoir, les mamans recourent souvent au remède imaginé de détourner l'attention de leur enfant de sa colère avec des sucreries. Sans ces récompenses aggravant le comportement inutile et nocif, un grand nombre de jeunes mères aux Etats-Unis ce montrent incapables d'y renoncer.

Des enfants français par contre n'ont pas ce besoin perpétuel d'une douceur, ils apprennent, instruits avec compassion et patience, qu'ils doivent attendre le prochain repas dans quatre heures qu'ils entameront sûrement résolument et avec appétit.

Faire apprendre en se basant avant tout sur sa compassion et sa patience est cruciale. Le plus grand succès consiste à donner l'exemple soi-même. Une mère habitue son enfant à prendre des repas à des heures fixes en le promenant attaché contre son ventre dans un bout de tissu, c'est donc ainsi qu'elle va faire des achats en ville. L'enfant est calme par le contact corporel et, en outre, son attention se dirige vers les achats. Il ne ressent pas de faim et reste tranquille. Pour de nombreuses autres situations, les français ont une recette: la mère explique à l'enfant au milieu du magasin que ce n'est pas dans son programme d'aujourd'hui d'acheter un jouet – avec amour, (elle prend l'enfant dans ses bras) et lui racon-

suite page 8

«Chine et Serbie: une coopération ...»

suite de la page 6

Chine, y compris un accord de libre-échange d'importance stratégique. Cet accord devrait donner un nouveau souffle au commerce bilatéral, en particulier à l'exportation serbe de produits alimentaires, de vins et de spiritueux, de viande et de produits industriels. Des discussions stratégiques de premier plan ont eu lieu entre le Président Aleksandar Vučić et le Président Xi Jinping, concernant l'élargissement et l'intensification de la coopération bilatérale et multilatérale, en particulier dans le cadre de l'IBR et des Etats coopérant dans le cadre des *Etats de l'Europe centrale et orientale* (EECO). Les deux Présidents ont réaffirmé les liens d'amitié «forts comme l'acier» entre les deux pays et leurs peuples, l'ouverture mutuelle et la volonté d'élargir et d'intensifier tous les domaines de coopération mutuellement bénéfique. Ils ont, respectivement, souligné l'importance de l'adhésion à la politique d'une seule Chine et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Serbie. La date-limite pour l'achèvement du chemin de fer à grande vitesse Belgrade-Budapest a été confirmée pour la fin 2025. Les relations amicales et la coopération globale entre la Serbie et la Chine ont été saluées comme un bon exemple et une source d'inspiration.

Après la visite du Président Aleksandar Vučić en Chine, les 17 et 18 octobre, sa participation au Sommet du BEF ainsi que ses entretiens avec le Président Xi Jinping ont donné un nou-

vel élan à la dynamique de la coopération entre la Serbie et la Chine ainsi qu'au dialogue politique. La Première ministre serbe *Ana Brnabić* est rendue à Shanghai du 4 au 6 novembre 2023 pour représenter la Serbie en tant qu'invitée d'honneur à l'*Exposition internationale d'importation de Shanghai* (CIIE). Elle s'est entretenue avec le Premier ministre *Li Qiang* et, le 6 novembre, a été reçue par le Président Xi Jinping à Pékin. La Première ministre de Serbie a rencontré un certain nombre de partenaires commerciaux importants, notamment la société *Shanghai Renewables Co.* avec laquelle elle a discuté de la mise en œuvre d'un projet d'énergie renouvelable.

Un dialogue politique constant au plus haut niveau, associé à des négociations commerciales pratiques, c'est ce qui caractérise toujours les relations et la coopération entre la Serbie et la Chine. La coopération et le partenariat stratégique global de la Serbie avec la Chine, tout comme son rôle actif dans la coopération internationale dans le cadre de l'IBR et de la Chine-EECO, ont apporté à la Serbie des bénéfices multiples.

En premier lieu, la Serbie a reçu un soutien considérable et stable pour la reconstruction économique du pays et un développement socio-économique dynamique, ainsi que des financements pour renouveler, moderniser et étendre les infrastructures essentielles, en particulier la connectivité des communications transfrontalières. La Chine n'a jamais posé

de conditions politiques préalables pour soutenir la Serbie dans quelque domaine que ce soit, ce qui est crucial dans ce cas précis.

Deuxièmement, la Serbie a intégré de nouvelles technologies et amélioré la situation de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les diplômés, ce qui par conséquent améliore le niveau de vie et la qualité de vie.

Troisièmement, l'IBR et la coopération avec des Etats de l'Europe centrale et orientale (EECO) ont contribué à mieux connecter la Serbie aux infrastructures et au commerce européens et mondiaux, à moderniser les routes, les chemins de fer, les télécommunications et la production d'électricité, ainsi qu'à établir des liens étroits avec les sources d'innovation et les nouvelles technologies, telles que la 5G, l'IA, la robotique, le développement vert, etc. Quatrièmement, tout cela a eu pour conséquence d'augmenter le taux de croissance du PIB, ce qui a permis à l'économie nationale de se rapprocher des économies développées de l'Europe (UE). Ces dernières années, la coopération de la Serbie avec la Chine, l'IBR et les structures liées aux EECO a justifié son attente. Même aujourd'hui, en temps de récession en Europe, la Serbie parvient à maintenir une croissance du PIB plus élevée que celle de la plupart de ses voisins, dont certains sont membres de l'UE.

Cinquièmement, tout en maintenant et en développant la coopération avec les pays voisins, les pays de l'hémisphère occidentale et

en particulier avec les pays membres de l'UE, la Serbie s'efforce parallèlement d'étendre et d'intensifier la coopération avec la Chine, la Russie, l'Inde et les pays du Sud, réussissant ainsi à équilibrer une distribution équivalente de ses intérêts économiques dans l'ensemble du paysage géopolitique.

S'appuyant sur sa propre expérience, la Serbie comprend bien les risques qu'il y a à être économiquement et financièrement trop dépendante d'un côté géopolitique. La souveraineté économique n'est pas une valeur désuète, comme certains le prétendent, seules les conditions et les façons de protéger cette souveraineté pourraient avoir évolué. La Serbie est parvenue à la conclusion que le moyen le plus sûr d'accéder à un meilleur niveau de vie est de sauvegarder son indépendance, sa souveraineté, son intégrité territoriale, tout comme l'ouverture à une coopération mutuellement bénéfique, la neutralité militaire et le respect des principes de la Charte des Nations Unies. Nul besoin d'enseigner à la Serbie ce que sont les «démocraties», ce que sont les «autocraties», les diffuseurs d'«influences délétères» qui exportent des «révolutions de couleur», «indignes de confiance» et les partenaires «peu fiables». La liberté de choisir ses partenaires et ses propres domaines de coopération est un droit souverain inaliénable.

Source: <https://m.weixin.qq.com/s/XHVGA4N-PxX0q93htyJLOw> du 4/12/23. Avec l'aimable autorisation de l'auteur. (Traduction *Horizons et débats*)

La manipulation de l'opinion publique a évolué en science de la guerre

Les puissances occidentales développent son perfectionnement

par Eliane Perret

Aujourd'hui, consultant la presse, écoutant ou regardant des reportages transmis à la radio et à la télévision ou face aux discours des représentants de la politique politicienne - une question s'impose à chaque "consommateur". Mais comment prendre tout cela pour «la vérité»? Car un constat est devenu certes un lieu commun. L'opinion publiée coïncide de moins en moins avec l'opinion publique. Entre-temps, on s'est mis à reconnaître le flot des tentatives dans le but d'orienter la formation de l'opinion publique par des méthodes de propagande sont rebaptisées pudiquement par l'euphémisme relations publiques (RP). Il est donc devenu monnaie courante pour beaucoup de consommateurs de s'informer activement et largement en recourant à des portails médiatiques se distinguant qualitativement du message unificateur de nos auto-dénommés «médias de qualité». Ces méthodes employées pour réaliser l'uniformité de la pensée collective méritent notre intérêt, de même que l'histoire de leur évolution jusqu'à la conquête de leur position stratégique actuelle.

Manipulation du langage et dénaturation du sens

Il existe des termes intemporels et transculturels que nous associons spontanément, sur le plan émotionnel, à des contenus positifs. La liberté, la démocratie, la sécurité, l'Etat de droit, la neutralité lorsqu'il s'agit de relations inter-gouvernementales, mais aussi la tolérance, le changement, la science, la solidarité, la diversité et la durabilité en sont des exemples de notions «connotées» positivement dans notre conscience, dans une large mesure. Ils sont volontiers insérés dans des discours et des produits médiatiques visant à faire accepter des idéologies et des phénomènes souvent peu agréables, parfumant ainsi l'air du temps.

De même, les stratégies de pouvoir qui se cachent derrière les guerres sont légitimées par des termes enjolivants comme «guerre de libération», «démocratisation», «interventions humanitaires» peuplés dans les médias avec des «héros», des «sauveurs» ou des «combattants de la liberté», considérés comme dignes de confiance et ainsi protégés d'être remis en question. Ces termes font allusion à de bonnes intentions, portées par l'engagement humain et l'éthique, des réflexions intelligentes, de la confiance et du sacrifice, sensés susciter l'approbation, voire la gratitude, de l'interlocuteur. Aujourd'hui, les appareils de pouvoir politique, surtout leurs «conseillers» jouent parfaitement de ces instruments classiques de la rhétorique dans le but d'influencer l'opinion de leur public ciblé et de l'aligner sur «le bon côté», donc le leur. Dans le jargon de la propagande, on parle de *glittering generality*, une acceptation générale «rayonnante». On pourrait aussi dire qu'il s'agit de l'emploi d'une notion ou de la tournure d'une phrase centrale dans un sens resté vague qui, selon les cas, sont applicables aux



«La radio des mineurs», gravure sur bois d'Aldo Patocchi (1907–1986). Dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, la radio était une nouvelle technologie en plein essor, largement diffusée. Elle s'accompagnait de propagande et de techniques de manipulation visant à influencer les auditeurs. L'Institut d'analyse de la propagande (IPA) a tenté d'y remédier.

contenus différents. Il importe que les notions employées aient une signification intemporelle et transculturelle, autant vague afin que tout le monde s'accorde sur leur justesse et leur valeur, même s'il s'avère par la suite que leur propre interprétation du terme n'était pas conforme à ce qui était prévu. Ils ne sont ni justes ni faux, car ils ne transmettent en fait aucune information et laissent au destinataire le soin de les interpréter. En tout cas, il s'agit d'un outil rhétorique dont la dimension émotionnelle les lie à des conceptions positives. Ce moyen rhétorique doit nous faire accepter et approuver une chose sans en examiner les réalités derrière cet enrobage. C'est pourquoi ces mots ou ces phrases se trouvent souvent insérés systématiquement dans les discours politiques et leurs échos dans nos médias.

Le revers de la médaille : détruire ce que l'adversaire apprécie

En contrepartie, la recette rhétorique appelée chez les scientifiques de la manipulation *Name Calling* fonctionne en employant la puissance dénigrante des mots grossiers pour imposer un jugement de valeur très négatif sur certains événements et personnes. Là aussi, l'efficacité consiste dans leur répétition constante apparaissant dans les communiqués de presse, les discours, les contributions aux médias sociaux, et autre discours publiques.

trois mois après l'accouchement. Plus tard, à la crèche, les enfants apprennent à s'intégrer dans la vie en commun, à l'extérieur de la famille, ils expérimentent avec des amitiés, apprennent à fréquenter d'autres enfants. De même à l'école maternelle où les enfants en France n'apprennent pas l'alphabet mais les bonnes formes et manières. Peindre, chanter, la créativité et la «découverte du monde» sont les sujets les plus importants. Les enfants aux Etats-Unis doivent toujours se distinguer avec des brillantes performances, il n'y a pas cela en France! Les parents sont plus décontractés et les statistiques de santé leur donnent raison.

Dans quelle mesure l'éducation en France s'est-elle éloignée, ces dernières années, du bon sens que l'auteure avait rencontrée à l'école, je ne serai pas apte à en juger. Mais ce qui attire l'attention c'est que, ces dernières années, on entend beaucoup de français dire que leur pays a changé à son désavantage. D'autant plus faut-il réfléchir à l'éducation française et se rappeler de beaucoup de choses susceptibles d'être fondamentales, aujourd'hui encore, pour une éducation réussie.

Source:

Druckerman, Pamela. *Pourquoi les petits français ne jouent pas au frisbee avec leur pain. Bébés made in France. Les secrets de l'éducation à la française*, livre de poche (Marabout), 2015, (épuisé)

Là aussi il s'agit de partager les valorisations ainsi exprimées, de faire accepter les conclusions négatives en éclipant les faits derrière ces jugements négatifs. C'est également à cela que servent des termes connus qui sont réinterprétés ou des néologismes tels que «bien-pensant», «négationnistes du climat», «pourfendeurs de Poutine», «éternels râleurs» ou même des termes empruntés au règne animal tels que «rat d'égout», «toutou», et autres styles de termes, pas toujours citables. Ils permettent de faire passer l'adversaire pour un naïf, un menteur, un incapable ou un criminel, tout cela pour se glorifier soi-même et ainsi imposer son opinion.

Glittering Generality et *Name Calling*: les racines de ces termes désignant des techniques de propagande remontent aux années 1930, il y a donc déjà bientôt 100 ans que des gens droits se révoltent contre ces techniques illicites. Un groupe de journalistes, d'éducateurs et de dirigeants économiques américains collabora donc dans le but de sensibiliser la population aux stratégies de propagande utilisées pour la manipuler. Ils étaient conscients du pouvoir de la radio. Celle-ci était très répandue à l'époque, y compris chez les jeunes. C'était une nouvelle technologie en plein essor à l'époque et gratuite pour tous. Les contenus diffusés sur les ondes étaient souvent source de rêves, d'idéaux et d'illusions, ainsi que de transformation des valeurs culturelles. Ils éloignaient les jeunes de la réalité de la vie – et ce en période de crise économique! L'éducation était considérée comme un moyen efficace de lutter contre la propagande.

En 1937, l'*Institute for Propaganda-Analysis (IPA)* a donc été fondé à New York, dont l'héritage existe avant tout dans une précieuse liste des sept techniques de propagande les plus courantes, publiée en 1936 (voir encadré). *Glittering Generality* et *Name Calling* en sont deux des plus connues à l'époque. Leur connaissance permet aux gens de reconnaître et d'analyser la propagande. Ils se sont inspirés de la rhétorique classique – l'étude de la manière dont le langage est utilisé pour convaincre son public – détaillant les mécanismes illicites pour lui éviter de devenir dupes de manipulations. Les enseignements tirés des méthodes de propagande employées pendant la Première Guerre mondiale ont sensibilisé les scientifiques de l'IPA qui ont donc œuvré pour que leurs analyses entrent dans les programmes éducatifs correspondants dans les écoles et les universités. Leurs efforts débouchèrent également sur davantage de reconnaissance que le travail à caractère préventif était nécessaire, travail qui consistait à mettre à disposition de la population américaine les outils pour mieux la protéger devant l'assaut des méthodes de manipulation. Des dépliants et des publications de livres devaient être mis à leur disposition.

Des fondateurs engagés

L'IPA a été fondée par *Edward Filene* (1860–1937), un dirigeant économique et philanthrope qui possédait le *Filene's Department Store* à Boston. En 1937, Filene a collaboré avec le journaliste et pédagogue *Clyde Miller*.¹ Filene souhaitait soutenir financièrement l'IPA afin de créer et distribuer du matériel pédagogique permettant aux enseignants de guider leurs élèves dans l'analyse critique de la propagande.

Clyde Miller, qui a dirigé le travail éditorial de l'IPA et contribué à la publication des cinq premiers numéros de *Propaganda Analysis*, était journaliste et professeur au *Teachers College* de l'université de Columbia, où il donnait un cours intitulé «Public Opinion and Education» (opinion publique et éducation). En plus il prit soin des textes et éditions issus de l'université.

The Seven Propaganda Devices – Les sept outils de propagande

Name Calling – utiliser des insultes

La source d'une information – une personne ou une institution – est discréditée par des qualificatifs péjoratifs afin que ses déclarations ne soient plus prises en compte.

Bandwagon effect – effet de suiveur

En attirant les émotions, on cherche à gagner des suiveurs à une certaine opinion.

Glittering Generalities – généralités scintillantes

L'utilisation d'idéaux ou de vertus brillants permet de glorifier une opinion choisie comme étant particulièrement noble et crédible.

Flag Waving – agiter des drapeaux

Certains symboles visibles de l'extérieur deviennent des signes d'appartenance.

Analyse de la propagande en classe

Pour aider les enseignants, l'IPA développa de courts articles d'information au format magazine, intitulés «How to Detect Propaganda», «How to Analyze Newspapers» et «The Public Relations Counsel and Propaganda», pour n'en citer que quelques-uns. Grâce au généreux soutien financier d'Edward Filene, ces publications étaient envoyées à des milliers de lycées, collèges et bibliothèques publiques à travers les Etats-Unis. Le matériel a ensuite été complété par «L'ABC de l'analyse de la propagande» donnant des conseils pratiques en matière d'analyse de la propagande, illustrés par de nombreux exemples tirés de l'actualité. La documentation anticipe beaucoup ce qui est accepté aujourd'hui comme compétence médiatique.² En octobre 1937, l'IPA a distribué 3000 exemplaires d'un numéro annonçant le bulletin d'analyse de la propagande, faisant ainsi la promotion des abonnements. Au cours de la première année, 2500 abonnés ont été recrutés. Ces publications trouvèrent un écho positif auprès de nombreux pédagogues, amplement utilisés dans l'enseignement.

Déjouer la propagande et s'en protéger

Tandis que la liste des techniques de propagande est connue jusqu'à aujourd'hui, «L'ABC des techniques de propagande» est tombé dans l'oubli. Peut-être n'était-il pas adapté à l'esprit du temps; en effet, comme l'écrivait Clyde Miller en 1942, l'un de ses objectifs était de combattre les théories idéologiques du racisme «qu'Hitler et Goebbels ont utilisées si efficacement pour susciter la haine de masse». Et Miller de noter, dans le langage courant de l'époque, qu'«aucun étudiant ayant une fois suivi le programme éducatif recommandé de l'Institut ne pourra succomber à la propagande conduisant à la haine des Juifs en tant que Juifs et les Nègres en tant que Nègres. Cette approche immunise les élèves contre la propagande incitant à la haine sur la base de différences raciales et religieuses.»³ Un appel à l'égalité et à la solidarité humaine qui n'a en rien perdu de sa pertinence!

Le travail de l'IPA a été observé de manière très critique par le gouvernement américain. L'Institut s'est vu retirer le soutien financier dont il dépendait et a ainsi dû fermer ses portes en 1942, presque à l'entrée en guerre des Etats-Unis dans le conflit mondial.

¹ Les raisons qui ont poussé *Filene* à s'engager contre la propagande sont peut-être aussi d'ordre personnel. En effet, son père s'appelaient à l'origine *Wilhelm Katz* et émigra de Prusse vers l'Amérique dans les années 1840, avec d'autres concitoyens juifs, en raison de la persécution. Son fils *Edward* a repris l'entreprise de son père en 1908 et a également été un réformateur social actif, fondant par exemple le premier syndicat d'employés en Amérique.

² «L'ABC de l'analyse de la propagande» ne dénomme pas son auteur. Cependant, en raison du fonctionnement de l'IPA, on suppose qu'il a été rédigé avec la participation active et la supervision éditoriale de *Clyde Miller*.

³ Renée Hobbs/Sandra Mc Gee. «Teaching about Propaganda: An Examination of the Historical Roots of Media Literacy». Dans: *Journal of Media Literacy Education* 6(2), 56–67, page 64. <https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ1046525.pdf> (Traduction *Horizons et débats*)

Autres sources:

Hardinghaus, Christian. *Kriegspropaganda und Medienmanipulation*. Europaverlag 2023

Menath, Johannes. *Moderne Propagandatechniken*. 80 Methoden der Meinungslenkung. Verlag Zeitgeist. 2022

Morelli, Anne. *Die Prinzipien der Kriegspropaganda*. ZuKlampen-Verlag 2004

Ponsonby, Arthur. *Falsehood in Wartime*. E.P. Dutton & Co, 1929. (Auszüge in: <https://archive.org/details/16FalsehoodInWartime>)

«Les secrets de Paris ...»

suite de la page 7

te – c'est cela l'astuce – une anecdote de sa propre enfance.

Les enfants adorent de telles anecdotes racontées par leurs parents!

Les parents français se rendent compte qu'avec un grand nombre de «besoins» de leurs enfants on a affaire à des «caprices». Face à cela, il est de première importance que les enfants ne prennent pas goût à se comporter en petit tyran et qu'ils apprennent, tout au contraire, que leurs parents ont aussi une vie à eux. Les respectant, ils apprennent en même temps que d'autres gens ont aussi leurs propres besoins et qu'il faut les respecter.

Pour une grande partie des mères en France la conception américaine de «total motherhood» (être totalement mère) leur reste suspecte. Que les mères doivent renoncer d'avoir des amitiés, ne soient là que pour les enfants, qu'il faille constamment les conduire à leurs cours de sport, de chinois ou de français (aux Etats-Unis cela commence à l'âge de quatre ans déjà) – pour les françaises, c'est exceptionnellement! En France la mère garde sa propre vie, elle se montre devant les enfants comme partenaire de son mari aussi, comme femme attrayante. Les jeunes mères françaises reprennent souvent leur travail déjà